

# DE RIDER



informationsblad  
vun der  
gemeng ettelbréck

nummer 4



abrëll 1989

Titelbild:

Der Maria-Theresienplatz mit dem früheren, 1880 erbauten Kiosk (1903)

Photosammlung: A. Müller

Am 5. Juni 1864, anlässlich des ersten Musikfestes des „Allgemeinen Luxemburger Musikvereines“, wurde hier unser Nationallied, die „Hemecht“ uraufgeführt.

Am 24. Juni 1989 wird diese historische Stätte des Primärschulplatzes gelegentlich des 150. Unabhängigkeitsjubiläums unseres Landes Mittelpunkt nationaler Feierlichkeiten sein.

**Herausgeber:** Schöffenrat der Gemeinde Ettelbrück ©

**Redaktion:** Jos. Gengler, Claude Halsdorf, Maria Ludwig, Romain Meyer, Jos. Scholtes

**Mitarbeiter:** Will Dondelinger, Arthur Müller

**Layout:** Arthur Müller

# DE Rieder

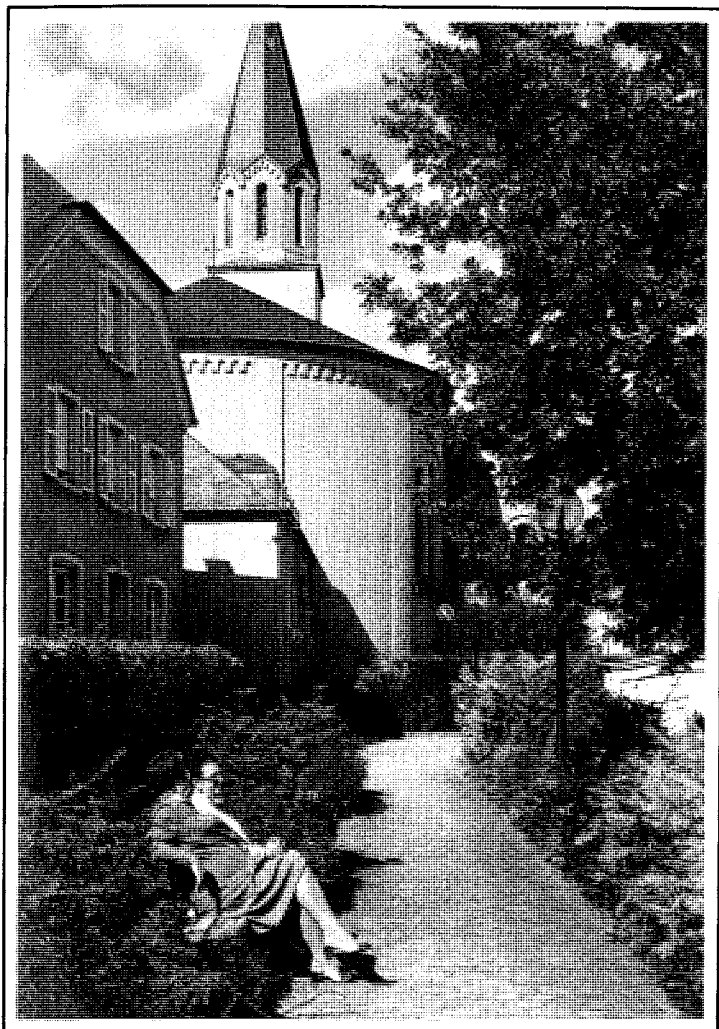


Foto: Arthur Müller

**informationsblad  
vun der  
gemeng ettelbréck**

## **In dieser Nummer**

Délibérations du Conseil communal	
– Séance du 18 novembre 1988	2
– Séance du 9 décembre 1988	2
– Séance du 17 février 1989	5
Collecte de vieux papiers	6
Allocation de vie chère	6
Paiement par ordre permanent	7
Verkehrsberuhigung + Parking	7
Taxes communales (Aperçu succinct)	8
Legs de tableaux – Carlo Hemmer	10
Nécrologie 1988	12
L'Etat civil (Fin)	13
Endlich Stadt	15
Prestations familiales	16
Antenne collective d'Ettelbruck	18
Ettelbréck, gëschter . . . an haut Ettelbrück,	20
der Weg zum regionalen Heilzentrum (I)	22
Onofhängegkeetsfeier: 24. Juni 1989	34
Manifestationskalenner	35
Verzeichnis 1988	36

# Délibérations du Conseil Communal

## Séance du 18 novembre 1988

Présents: Juncker, Burg, Kraus, Petry, Feider, Feypel-Diederich, Ludwig N., Gengler, Faber, Halsdorf, Ludwig M., Ledesch, Hirt

### 1) Conventions:

- Convention relative à l'installation d'un établissement pour la vente de comestibles auprès du parking Deich à Ettelbruck. (10 oui, 3 abstentions)
- Contrat de bail relatif à la location d'un terrain situé à Ettelbruck, coin rue Prince Jean et rue Pierre Wiser, appartenant aux consorts Putz, pour la durée de trois ans avec effet au 1.1.1989 pour un loyer de 20 000 F par mois; le terrain en question sera aménagé provisoirement comme parking. (13 oui)

### 2) Règlement communal:

- Approbation d'un règlement communal relatif à la protection contre le bruit. (13 oui)

### 3) Approbation provisoire d'un projet de lotissement:

- Décision provisoire relative à un projet d'aménagement particulier concernant des fonds sis à Ettelbruck, au lieu-dit «auf dem Bichel», présenté par M. Michel Hentges (3 maisons unifamiliales, 3 groupes à 3 garages et 2 groupes à 2 garages). (13 oui)

### 4) Affaires de personnel:

- Démission de Mademoiselle Christiane Maertz, employée au bureau de la population. (13 oui)

- Nomination de M. Carlo Bechet au poste d'aide de bureau auprès de l'administration communale de la ville d'Ettelbruck. (13 oui)
- Fixation de la carrière de Madame Carmen Welter-Jander, professeur au conservatoire de musique de la ville d'Ettelbruck. (13 oui)

### 5) Subsidés divers:

- Octroi d'une subvention de 10 000 F à l'Association de Solidarité Luxembourg - Nicaragua. (13 oui)
- Octroi d'un subside de 120 000 F au conseil de la fabrique d'église d'Ettelbruck pour l'amélioration de l'orgue de l'église paroissiale. (13 oui)

### 6) Divers:

- Approbation de la décision du 17 octobre 1988 par laquelle la commission administrative de la clinique St-Louis vient de voter un crédit spécial de 640 000 F pour l'acquisition d'équipement informatique. (13 oui)
- Fixation des indemnités à accorder aux agents-recenseurs et aux contrôleurs pour le recensement fiscal du 15 octobre 1988. (13 oui)

### 7) Demandes en naturalisation:

## Séance du 9 décembre 1988

Présents : Juncker, Burg, Kraus, Petry, Feider, Feypel-Diederich, Ludwig N., Gengler, Faber, Halsdorf, Ludwig M., Ledesch, Hirt

### 1. Nomination d'un expéditionnaire technique

Un candidat remplit les conditions requises pour être nommé au poste en question. Nomination, par scrutin secret, de M. Luc LANG aux fonctions d'expéditionnaire technique au Service Technique de la Ville d'Ettelbruck. 13 oui.

### 2. Devis relatif au réaménagement de la rue de l'Ecole Agricole

La partie à charge de la commune s'élève à 7.900.000.- francs.

La partie à charge du riverain s'élève à 4.200.000.- francs. Le devis à charge de la commune comprend également toute l'infrastructure nécessaire pour le futur accès au

plateau de la Haardt; cette partie des frais sera récupérable lors de l'urbanisation ultérieure de ce plateau. 13 oui.

### 3. Centre d'hébergement et foyer de jour pour personnes âgées

Le collège échevinal a passé avec la société de promotion SOPROLUX de Luxembourg un compromis relatif à l'acquisition de 24 logements pour personnes âgées, des locaux nécessaires pour l'installation d'un foyer de jour pour personnes âgées, et de 12 aires de stationnement situés dans un immeuble en construction à Ettelbruck, avenue Kennedy. Le prix total des parties d'immeuble en question s'élève à 79.100.000.- francs.

L'Etat participera au projet en question avec 50%. Le tout sera financé par un prêt à destination spéciale d'un montant de 85.000.000.- francs, montant qui tient compte des frais d'acte et d'équipement du futur foyer de jour.

13 oui.

#### 4. Clinique St-Louis: Budget 1989

10 oui (PCS, POSL) 3 abstentions (DP)

##### Tableau récapitulatif

	Budget rectifié 1988		Budget 1989	
	Service ordinaire	Service extraordinaire	Service ordinaire	Service extraordinaire
Total des recettes	627.256.297	36.391.977	652.410.000	48.854.230
Total des dépenses	596.541.229	30.123.631	642.871.064	85.246.500
Boni propre à l'exercice	30.715.068	6.268.346	9.538.936	
Mali propre à l'exercice				36.392.270
Boni du compte précédent	965.840	379.453	31.680.908	6.647.799
Boni général	31.680.908	6.647.799	41.219.844	
Mali général				29.744.471
Mali général				29.744.471
Résultat: Boni général			11.475.373	

#### 5. Budget 1989 de la commune

10 oui (PCS, POSL) 3 non (DP)

##### a) Tableau récapitulatif du budget rectifié de l'exercice 1988

	Sommes votées par le Conseil communal		Sommes fixées par le Ministre	
	Service ordinaire	Service extraordinaire	Service ordinaire	Service extraordinaire
Total des recettes	405.407.447	75.183.340		
Total des dépenses	318.972.454	231.334.881		
Boni propre à l'exercice	86.434.993			
Mali propre à l'exercice		156.151.541		
Boni du compte de 1987	289.134.547			
Boni général	375.569.540			
Mali général		156.151.541		
Transfert de l'ordinaire à l'extraordinaire	156.151.541	156.151.541		
Boni présumé fin 1988	219.417.999			

## b) Tableau récapitulatif du budget de l'exercice 1989

	Sommes votées par le Conseil communal		Sommes fixées par le Ministre	
	Service ordinaire	Service extraordinaire	Service ordinaire	Service extraordinaire
Total des recettes	412.044.000	144.226.532		
Total des dépenses	329.109.380	336.143.602		
Boni propre à l'exercice	82.934.620			
Mali propre à l'exercice		191.917.070		
Boni présumé fin 1988	219.417.999			
Boni général	302.352.619			
Transfert de l'ordinaire à l'extraordinaire	191.917.070	191.917.070		
Boni définitif	110.435.549			

## c) Dépenses extraordinaires

(Relevé des positions les plus importantes)

* Aménagement Atelier Services des Régies	21.000.000.-
* Ecole primaire – Aménagement piscine	3.000.000.-
* Centre culturel et Conservatoire	50.000.000.-
* Prolongement Promenade Deich	10.000.000.-
* Agrandissement Clinique Saint-Louis	69.000.000.-
* Centre pour personnes âgées	85.000.000.-
* Construction d'un WC public au Deich	2.000.000.-
* Problèmes de canalisation:	
rue de Welscheid (inondation);	
rue de Burden	10.000.000.-
Grondwee	
* Piste d'athlétisme	5.747.522.-
* Habitat social à Warken	5.000.000.-
* Aménagement	
d'une aire de repos Um Boeschel	1.000.000.-
* Construction de trottoirs rue de Welscheid	1.500.000.-
* Redressement de la rue Michel Sinner	3.000.000.-
* Redressement de la rue Stackels	12.533.602.-
* Cité Breechen – Couche de roulement	3.656.032.-
* Modernisation Auberge de la Jeunesse	1.500.000.-
* Travaux d'aménagement	
Camping Kalkesdelt	5.000.000.-
* Trafo rue Dr Herr	2.500.000.-
* Trafo Centre Kennedy	2.500.000.-
* Remplacement de transformateurs remplis à l'ascarelle (PCB)	5.500.000.-
* Redressement de la rue de l'Ecole Agricole	7.000.000.-
* Redressement de la rue des Romains	2.000.000.-
* Aménagement Cité Patton	5.000.000.-
* Construction d'un arrêt d'autobus place Marie-Thérèse	1.500.000.-

## 6. Fixation des taux de perception 1989 de l'impôt foncier et de l'impôt commercial

Les taux d'imposition de l'impôt foncier A, B1, B3 et B4 pour l'exercice 1989 sont fixés comme suit:

Impôt foncier A :	propriétés agr. et forestières	280%
Impôt foncier B1:	constructions commerciales	400%
Impôt foncier B3:	constructions à usage mixte	280%
Impôt foncier B4:	maisons unifamiliales	145%
	maisons de rapport	145%
	constructions à autres usages	145%
		13 oui.

Le taux d'imposition de l'impôt commercial pour l'exercice 1989 est fixé à 250% 11 oui (PCS, POSL, DP)  
2 non (DP)

## 7. Budget 1989 de l'office social

Le budget 1989 de l'office social prévoit des dépenses et des recettes au montant de 5.069.602.- francs  
Le subside de la commune s'élève à 764.602.- francs  
13 oui

## 8. Divers

Dispense de fréquentation scolaire 13 oui  
Tableau d'avancement des fonctionnaires communaux  
13 oui

## 9. Options pour la nationalité luxembourgeoise et naturalisations

# Séance du 17 février 1989.

Présents: Juncker, Burg, Kraus, Petry, Feider, Feypel-Diederich, Ludwig N., Gengler, Faber, Halsdorf, Ludwig M., Hirt  
Absent, exc.: Ledesch

## 1. Transactions immobilières

- Compromis relatif à la vente aux époux Conrad HANSEN-LAMPERTZ de deux parcelles de terrains situées à Ettelbruck, section C, d'une contenance totale de 3 ares 31, au prix total de 66.200 F, soit 20.000 F l'are  
12 oui
- Convention relative à l'octroi aux époux DESORBAY-BETZ de Essingen d'un droit de préemption sur le lot 6, d'une contenance totale de 15,40 ares, situé dans la zone artisanale et commerciale du Deich  
12 oui
- Contrat de bail relatif à la location à Monsieur MOS-SONG Jean-Marie de Closdelt de plusieurs parcelles de terrain d'une contenance totale de 6 ha 40 ares, situées au lieu dit «in den Windenhoven», section C d'Ettelbruck pour un bail annuel de 44.800 F  
12 oui
- Contrat de bail relatif à la location aux époux RIBEIRO Luis Jacinto de la maison d'habitation située au Grondwé, 81, pour un loyer mensuel de 2.500 F  
12 oui

## 2. Devis divers

- Devis de 267.000 F relatif à la construction d'un chemin forestier dans la forêt communale d'Ettelbruck aux lieux dits «Schass-Wellerbösch»  
12 oui
- Devis de 685.000 F relatif à l'exécution des travaux d'aménagement extraordinaires à exécuter sur la voirie rurale, programme 1989  
12 oui
- Devis de 2.905.280 F relatif à la mise en place d'un système de signalisation verticale à Ettelbruck; la participation de l'Etat sera de 50%, le budget 1989 prévoit un crédit de 1.500.000 F de sorte qu'un crédit supplémentaire de 1.405.280 F est à voter  
11 oui  
1 abstention (Faber)
- Devis de 9.000.000 F relatif au prolongement de la promenade au lieu dit «im Deich» à Ettelbruck; le budget 1989 prévoit un crédit de 10.000.000 F qui pourra donc être ramené à 9.000.000 F  
12 oui
- Devis de 1.000.000 F relatif au renouvellement de la conduite d'eau dans la partie inférieure de la rue Michel Weber; un crédit spécial du même montant est à voter  
12 oui
- Devis de 2.500.000 F relatif à l'exécution de divers travaux d'aménagement au terrain de camping «Kalkesdelt» à Ettelbruck (terrassment, réfection des chemins et renouvellement de l'éclairage public)  
12 oui
- Devis de 1.650.000 F relatif à l'aménagement et à l'agrandissement du bâtiment central du camping «Kalkesdelt»  
12 oui

## 3. Projets de lotissement

- Approbation définitive du projet d'aménagement particulier concernant des fonds sis à Ettelbruck, au lieu dit «auf dem Bichel» présenté par Monsieur Michel HENTGES (3 maisons unifamiliales, 3 groupes à 3 garages et 2 groupes à 2 garages)  
12 oui

- Approbation provisoire d'un projet d'aménagement particulier concernant des fonds sis à Ettelbruck, au lieu dit «auf der Walpergrächt» présenté par Madame APEL-KLENSCH et fils et la société WICKLER FRERES (18 maisons unifamiliales)  
8 oui  
4 abstentions  
(Feypel-Diederich, Halsdorf, Hirt, Ludwig M.)

## 4. Modification du règlement de la circulation

- Stationnement et parkage sujet à taxe (horodateurs): les 4 premiers emplacements de la rue Prince Jean (côté gauche) et les emplacements de la rue Dr Herr non pourvus d'un parcomètre  
12 oui
- Cité et rue Bourschterbach à Warken: réglementation à validité zonale: circulation interdite et limitation de vitesse à 40 km/h. Cité Breechen à Warken: Zone résidentielle  
12 oui
- Rue Tony Schmit: sur le tronçon perpendiculaire à la rue de Warken le stationnement est à interdire du côté gauche  
12 oui
- Rue des Romains, Cité Belle-Vue, Cité Patton et Cité Lopert: réglementation à validité zonale: circulation interdite et limitation de la vitesse à 40 km/h  
12 oui

## 5. Affaires de personnel

- Nomination définitive de Monsieur André NICOLAY au poste de rédacteur au secrétariat communal: effet 1.1.89  
12 oui
- Nomination provisoire de Monsieur Yves MULLER au poste d'expéditionnaire administratif au secrétariat du conservatoire de musique  
12 oui
- Modification de la carrière de Madame WELTER-JANDER Carmen, professeur au conservatoire de musique: effet 1.11.89  
12 oui
- Congé pour travail à mi-temps à accorder à Madame GARGANESE-RIES Jeanine, institutrice d'enseignement préscolaire: effet fin avril  
12 oui
- Fixation de la tâche de Monsieur Armand POSING, maître-nageur à l'école primaire d'Ettelbruck: effet 1.9.88  
12 oui
- Octroi d'une indemnité spéciale de 25 points indiciaires au chargé de direction du conservatoire de musique: effet 1.3.89  
12 oui
- Octroi d'une indemnité spéciale de 24 points indiciaires à Madame Marguy TOUSSAINT-LORENTZ, chargée de la direction de la classe d'accueil (connaissances approfondies de la langue portugaise): effet 1.1.89  
12 oui
- Fixation à 140 F, indice 100 par heure (120 F indice 100/heure) de l'indemnité de Monsieur Paul SIMON, moniteur de l'atelier «bois» à l'enseignement complémentaire: effet 1.3.89  
12 oui
- Fixation à 280 F/heure (264 F/heure) de l'indemnité de Madame Claire OSWALD-WELTER, caissière à la piscine: effet 1.3.89  
12 oui

## 6. Renouvellement d'un cinquième des membres de l'Office Social

- Nomination de Monsieur Jean-Pierre HIRT, employé privé e. r. Ettelbruck au poste de membre de l'Office Social 11 oui

## 7. Règlement communal relatif à la protection contre le bruit

- Approbation définitive après l'avis favorable émis en date du 8.12.88 par le médecin-inspecteur 12 oui

## 8. Divers

- Admission des communes de Grosbous, Hoscheid, Leudelange, Mersch, Strassen et Wilwerwiltz au syndi-

- cat intercommunal de gestion informatique (SIGI) 12 oui
- Subside de 5.000 F à accorder à la «LASEP» à l'occasion de son 25<sup>e</sup> anniversaire 12 oui
- Inscription au comité de patronage de la caisse mutuelle de secours en cas de décès des fonctionnaires et employés de la douane du Grand-Duché de Luxembourg à l'occasion du 100<sup>e</sup> anniversaire de la caisse: 1.000 F 12 oui
- Aide de 50.000 F à accorder aux sinistrés du tremblement de terre d'Arménie 12 oui
- Approbation des statuts de «L'Action Nordstrooss» et désignation de Monsieur Ed. JUNCKER comme délégué de la Ville d'Ettelbruck 12 oui
- Modification du budget rectifié 1988:  
Recettes de plus: 8.300.000 F  
Dépenses de plus: 6.944.031 F 12 oui

# Avis au public

# Amtliche Mitteilung

## Collectes de vieux papiers

Des collectes de vieux papier par conteneur auront lieu au profit de l'Association des Aveugles du Luxembourg sur le territoire de la commune d'Ettelbruck aux dates suivantes:

- mardi, 7 mars 1989
- mardi, 6 juin 1989
- mardi, 5 septembre 1989
- mardi, 5 décembre 1989

Die Container-Sammlung von Altpapier zugunsten der Blindenvereinigung findet auf dem Gebiet der Gemeinde Ettelbrück an folgenden Tagen statt:

- Dienstag, dem 7. März 1989
- Dienstag, dem 6. Juni 1989
- Dienstag, dem 5. September 1989
- Dienstag, dem 5. Dezember 1989

## Sperrmüll

In unserer Gemeinde wird der Sperrmüll am 1. und 3. Dienstag im Monat von der Firma Lamesch abgeholt. Der Preis pro m<sup>3</sup> beträgt 327 Franken.

Einwohner, die Sperrmüll abzugeben haben, sollen sich ein paar Tage vor dem betreffenden Termin mit der Firma Lamesch telefonisch in Verbindung setzen. (Tel. 33 99 33).

Da der dritte Dienstag im Monat August ein Feiertag ist, wird der Sperrmüll erst am Donnerstag, dem 17. August abgeholt.

Der Müll stellt eine große Umweltbelastung dar! Machen Sie deshalb Gebrauch von der „Superdrecks-këscht“, der Sperrmüllabfuhr und von den Glas- und Altpapier-Containers! Unserer Umwelt zuliebe!

	April	Mai	Juni	Juli	August
1. Dienstag	4.4.89	2.5.89	6.6.89	4.7.89	1.8.89
3. Dienstag	18.4.89	16.5.89	20.6.89	18.7.89	17.8.89*

## Allocation de vie chère – Teuerungszulage

Le Fonds National de Solidarité (FNS) accorde, sur demande, une allocation compensatoire (**Allocation de vie chère – Teuerungszulage**) aux bénéficiaires de pensions ou de rentes.

### Quelles conditions faut-il remplir?

- Le demandeur doit résider au Grand-Duché de Luxembourg
- Il ne doit pas bénéficier du complément (RMG)
- Le revenu mensuel du demandeur ou du ménage ne doit pas dépasser 29.525.- francs

### Quel est le montant de l'allocation?

- Le montant mensuel de cette allocation compensatoire se situe entre 600.- et 4.000.- francs

- L'allocation compensatoire n'est pas soumise au remboursement (contrairement au RMG)

### A qui faut-il s'adresser?

- Le demandeur doit se présenter au secrétariat de l'Office Social, bureau de M. Claude Hilbert tél: 81 91 81 34 dans la Maison Communale Place de l'Hôtel de Ville à Ettelbruck. Les pièces requises sont les suivantes:

le livret de famille

le coupon de rente

les pièces à l'appui de tous les revenus du ménage (revenus de biens immobiliers, allocations familiales, salaire).



## Payement par ordre permanent

Afin de rationaliser et de simplifier les opérations d'encaissement de taxes, d'impôts, de factures, etc. les responsables de la Recette Communale se permettent de rappeler qu'il est dans l'intérêt, tant des débiteurs que de la recette communale, d'assurer les paiements **par voie d'ordre permanent auprès du CCP ou d'une banque.**

L'autorisation de faire encaisser des créances par ordre permanent doit être donnée par écrit. Aussi les formulaires y relatifs sont-ils délivrés au bureau 3 au rez-de-chaussée de l'Hôtel de Ville.

Les personnes qui toutefois préfèrent régler leurs factures par virement ou versement sont priées de se servir du document de paiement joint à leur décompte.

N. B. Pour des raisons d'ordre technique le détail de toute facture payée par voie d'ordre permanent auprès du CCP ne peut être envoyé qu'après le règlement du montant en question.

Pour tous renseignements supplémentaires, prière de s'adresser à la

RECETTE COMMUNALE – Hôtel de Ville

Bureau 3 ☎ 81 91 81 32

ouvert de 8.00-12.00 et de 14.00-16.00 heures.

Um das Einkassieren von Steuern, Steuern, Rechnungen usw. zu vereinfachen und zu rationalisieren, erinnern die Verantwortlichen der Gemeindekasse daran, daß die Zahlungen sowohl im Interesse der Zahlungspflichtigen als auch der Einnehmer über **Dauerauftrag beim Postscheckamt oder bei einer Bank** getätigt werden sollen.

Die Ermächtigung dazu muß schriftlich erfolgen. Dementsprechende Formulare werden in Büro 3 im Erdgeschoß des Stadthauses ausgehändigt.

Personen, welche ihre Rechnungen lieber per Einzahlung oder Überweisung begleichen wollen, mögen das Zahlungsformular benutzen, das der Abrechnung beigelegt ist.

N. B. Aus technischen Ursachen kann bei Daueraufträgen beim Postscheckamt die Aufteilung der Zahlungsposten erst nach der Begleichung der Rechnung nachgeschickt werden.

Für weitere Auskünfte wende man sich an die  
GEMEINDEKASSE – Stadthaus

Büro 3 ☎ 81 91 81 32

geöffnet von 8.00-12.00 und von 14.00-16.00 Uhr.

## Verkehrsberuhigung „a Stackels“

Am 6. Oktober 1988 genehmigte der Gemeinderat einen Voranschlag zur Erneuerung der rue Stackels in Höhe von 13,1 Mio. Franken. Die Arbeiten beginnen im Frühjahr 1989.

Die Arbeiten werden auf einer Länge von 370 m ausgeführt. Zur Verkehrsberuhigung sind auf beiden Straßenseiten abwechselnd Parkstreifen, mit Bäumen dazwischen, eingeplant.

Die Bürgersteige werden auf gleicher Höhe mit dem Fahrdamm angebracht, getrennt durch Pflastersteine. Die Mindestbreite der Bürgersteige beträgt 1,50 Meter.

Die Fahrbahn aus Asphalt ist 3,20 m breit, die Parkstreifen messen 2 Meter. Zur Seite der Eisenbahn werden Ruhebänke angebracht. Die Bepflanzung wird teilweise erneuert.

## Cité „In der Breechen“ wird verschönert

Am 6. Oktober 1988 stimmte der Gemeinderat einem Voranschlag für die Instandsetzung des Straßenraums in der Cité „In der Breechen“ zu.

Neben dem Asphaltbelag wird an mehreren Stellen der Straße graues und farbiges Kopfsteinpflaster angebracht, so etwa am Anfang der verkehrsberuhigten Zone.

Zur Verlangsamung des Verkehrs und zur Verschönerung der Siedlung werden der Straßenraum und zwei neue Verkehrsinseln bepflanzt.

Inmitten der Cité wird eine Parkanlage mit Rasen, Bäumen und Ruhebänken angelegt.

## Zusätzlicher Parkraum bei der Klinik

Auf einem Gelände (33 Ar) am Rande der „Clinique St-Louis“ werden 125 neue Parkplätze geschaffen. Der Parkraum bei der Klinik wird mit diesen Arbeiten, die bereits vergeben sind, mehr als verdoppelt.

Die neuen Parkplätze sind über das Gelände der Klinik und durch die „impasse avenue Salentiny“ zu erreichen.

## 30 Parkplätze im Ortsinnern

Der 8 Ar große Platz Ecke „rue Pierre Wiser / rue Prince Jean“ wurde vor kurzem im Auftrag der Gemeinde erneuert. Auf dem neu befestigten Grund wurden ca. 30 Parkplätze eingezeichnet.

Das Parkinggelände im Ortsinnern ist den Kurzparkern vorbehalten und ist mit einem Parkscheinautomat ausgestattet.

# Aperçu succinct sur les taxes communales les plus importantes

## Bâtisses

### A) Projets de lotissement

taxe de base	2.000.- F
supplément par place à bâtir	100.- F

### B) Autorisations à bâtir

1. constructions nouvelles:
  - a. maison unifamiliale 500.- F
  - b. maison de rapport par unité de logement 500.- F
  - c. maison de commerce: par commerce et par unité de logement 500.- F
  - d. hangar ou garage par unité 250.- F
2. constructions anciennes:
  - a. transformation augmentant le volume bâti 250.- F
3. taxe de cautionnement pour sauvegarde des travaux d'infrastructure achevés: 20.000.- F

### C) Taxe compensatoire pour garage ou emplacement de stationnement

**Art. 1.** – Est approuvée la délibération du 27 octobre 1978 aux termes de laquelle le Conseil communal d'Ettelbruck a décidé de fixer la taxe compensatoire pour garage ou emplacement de stationnement comme suit:

**Art. 1.** – La taxe compensatoire telle qu'elle est définie à l'article 5bis du règlement sur les bâtisses, est fixée à 50.000.- francs, NI 100, par garage ou unité d'emplacement de stationnement. Elle est adaptée au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année aux variations de l'indice pondéré des prix à la consommation, le taux nouvellement calculé sur la base du NI au 1<sup>er</sup> janvier précédent et ainsi fixé, valant pour toute l'année.

**Art. 2.** – Cette taxe est due par la personne qui a obtenu l'autorisation de bâtir. Elle est exigible au moment de l'octroi de cette autorisation. Le débiteur a la faculté d'échelonner le paiement de la taxe sur une durée ne pouvant dépasser cinq années, suivant les modalités à fixer par le collège échevinal, moyennant garantie jugée suffisante à fournir par une banque agréée.

**Art. 3.** – Décharge du paiement de la taxe est accordée dans la mesure où le débiteur de la taxe aménage les garages ou emplacements de stationnement requis dans les conditions prescrites par l'article 5bis du règlement sur les bâtisses.

**Art. 4.** – Si, endéans les cinq premières années de l'octroi de l'autorisation de bâtir tout ou partie des garages ou emplacements de stationnement requis sont aménagés dans l'immeuble pour lequel la taxe est due ou dans les conditions prescrites par l'article 5bis du règlement sur les bâtisses, le montant payé de la taxe est remboursé proportionnellement aux emplacements ainsi fournis à la personne qui les a aménagés et qui en est propriétaire. Si ces emplacements sont aménagés seulement entre la cinquième et la dixième année de l'octroi de l'autorisation

de bâtir, la moitié du montant de la taxe normalement due est remboursée.

Le montant de la taxe compensatoire est également remboursé si, à l'expiration de la validité de l'autorisation de bâtir, la construction n'a pas été entamée.

**Art. 5.** – En cas de changement de l'affectation d'un des emplacements aménagés en exécution de l'article 5bis du règlement sur les bâtisses, la taxe est également due par l'auteur de ce changement.

**Art. 6.** – Toute fraude ou tentative de fraude est punie d'une amende pouvant varier du simple au double des droits dus, le tout sans préjudice du recouvrement des droits, et sous réserve du droit de transaction reconnu à l'administration municipale.

## Trottoirs

2.500 F par mètre courant

- au cas d'un immeuble bâti, la taxe devient payable après la construction du trottoir
- au cas d'un immeuble non-bâti, la taxe devient payable au moment de la réalisation d'une construction sur ce terrain
- le paiement de la taxe pourra être échelonné sur cinq années
- les travaux de réparation de trottoirs existants seront effectués au prix coûtant aux taux fixés au règlement-taxe pour les travaux de régie
- les prix d'un renouvellement intégral de trottoirs existants sur l'initiative de la commune seront pris en charge par la commune
- cette taxe n'est pas due pour les parcelles situées à l'intérieur de lotissements où les lotisseurs ont réalisé les trottoirs à leurs propres frais
- cette taxe n'est pas due au cas où le riverain aurait construit lui-même le trottoir avec l'accord et sous le contrôle de l'administration communale.

## Canalisation

### A) Taxes de canalisation

par m<sup>3</sup> d'eau potable débitée 6 F

### B) Taxes de raccordement

- a) taxe d'équipement destinée à couvrir les frais d'installation, d'extension et de renouvellement du réseau de canalisation, y compris la construction des stations d'épuration et stations de pompage nécessaires:  
7 500 frs par unité de logement raccordée  
– la taxe d'équipement pour le raccordement d'entreprises artisanales, industrielles ou autres sera fixée par disposition spéciale
- b) la réalisation des raccordements mêmes sera facturée au prix coûtant aux taux fixés au règlement-taxe pour les travaux de régie;
- c) la même taxe sera applicable lors de l'augmentation du nombre d'abonnés dans un même immeuble.

## Eau

### A) Taxes d'eau

fourniture d'eau par m<sup>3</sup>:

- à l'intérieur de la ville 18 F/m<sup>3</sup>
- à l'extérieur du territoire 24 F/m<sup>3</sup>
- dans les prés, vergers, champs 24 F/m<sup>3</sup>
- location des compteurs d'eau, par mois:

pour les compteurs

- 3- 6 m<sup>3</sup>/heure (calibre 20 mm) 30 F/mois

pour les compteurs

- 7-10 m<sup>3</sup>/heure (calibre 25-30 mm) 40 F/mois

pour les compteurs

- 20 m<sup>3</sup>/heure (calibre 40 mm) 80 F/mois

pour les compteurs

- 30 m<sup>3</sup>/heure (calibre 50 mm) 150 F/mois

pour les compteurs

- supérieurs à 50 mm 300 F/mois

### B) Taxes de raccordement

a) taxe d'équipement destinée à couvrir les frais d'installation, d'extension et de renouvellement du réseau de conduite d'eau, y compris la construction des réservoirs et stations de pompage nécessaires:

7 500 F par unité de logement raccordée

5 000 F par hectare de terrain agricole raccordé

- la taxe d'équipement pour le raccordement d'entreprises artisanales, industrielles ou autres sera fixée par disposition spéciale

b) la réalisation des raccordements mêmes sera facturée au prix coûtant aux taux fixés au règlement-taxe pour les travaux de régie

- Les travaux d'installations, à l'exception des travaux de gros-oeuvre, seront facturés également lors du renouvellement d'office des raccordements à la conduite d'eau.

- La même taxe sera applicable lors de l'augmentation du nombre d'abonnés dans un même immeuble.

## Electricité

### A) Branchement souterrain 4 conducteurs

- avec fourniture d'un coffret NH00

limitation à 32 A

- les frais de tranchée en sus - par unité de logement

15 000 F

- changement de branchement de 2 en 4 fils 6 000 F

limité à 32 A avec coffret existant 3x63 A

- tous les branchements dont la longueur dépasse 40 m sont facturés au prix de revient.

### B) Supplément pour les limitations de courant au-dessus de 32 A (branchements aériens et souterrains)

1. Limitation 50 A	6 000 F
2. 63 A	9 000 F
3. 80 A	12 000 F
4. 100 A	15 000 F
5. 125 A	21 000 F

### C) Raccordements provisoires

- taxe de raccordement 2 500 F

- location d'un coffret de chantier avec câble 1 000+100 F/mois

## Enlèvement des ordures

1. Taxe mensuelle pour la collecte hebdom. d'un container de 120 l 159 F
2. Taxe mensuelle pour la collecte hebdom. d'un container de 240 l 263 F
3. Taxe par enlèvement sur demande d'un demi m<sup>3</sup> de matières encombrantes 164 F

## Locations diverses

Salle des fêtes de l'Hôtel de Ville pour manifestation de nature commerciale 1.000 F par jour

Hall „Deich“: Location par jour de manifestation 8.500 F

Chauffage, éclairage et téléphone frais effectifs

Location pour bal ou show de musique organisé par des sociétés non-locales:

16.000 F par jour de manifestation

Location sonorisation:

à l'intérieur du Hall Deich 2.500 F

à l'extérieur du Hall Deich 5.000 F

Salle des fêtes de l'Hôtel de Luxembourg 1.000 F sans

chauffage, 2.000 F avec chauffage

## Cimetière

### A) Concessions:

nouveau cimetière

(les deux derniers agrandissements): 8.000 F

ancien cimetière: allées principales 4.000 F

ancien cimetière: allées secondaires 2.000 F

transcription d'une concession 500 F

### B) Confection de fosses:

inhumations profondeur 1,20 4.000 F

profondeur 1,70 6.000 F

profondeur 2,20 8.000 F

inhumation d'une urne 4.000 F

exhumation 6.000 F

### C) Utilisation morgue:

taxe 600 F

### D) Columbaire:

case y compris inscription 20.000 F

ouverture et fermeture d'une case 2.000 F

dispersion des cendres 1.000 F

## Impôts Communaux

### 1. Impôt Foncier:

A propriétés agricoles et forestières 280%

B1 constructions commerciales 400%

B3 constructions à usage mixte 280%

immeubles non bâtis 280%

B4 maisons unifamiliales 145%

maisons de rapport 145%

constructions à autre usage 145%

2. Impôt Commercial: 250%

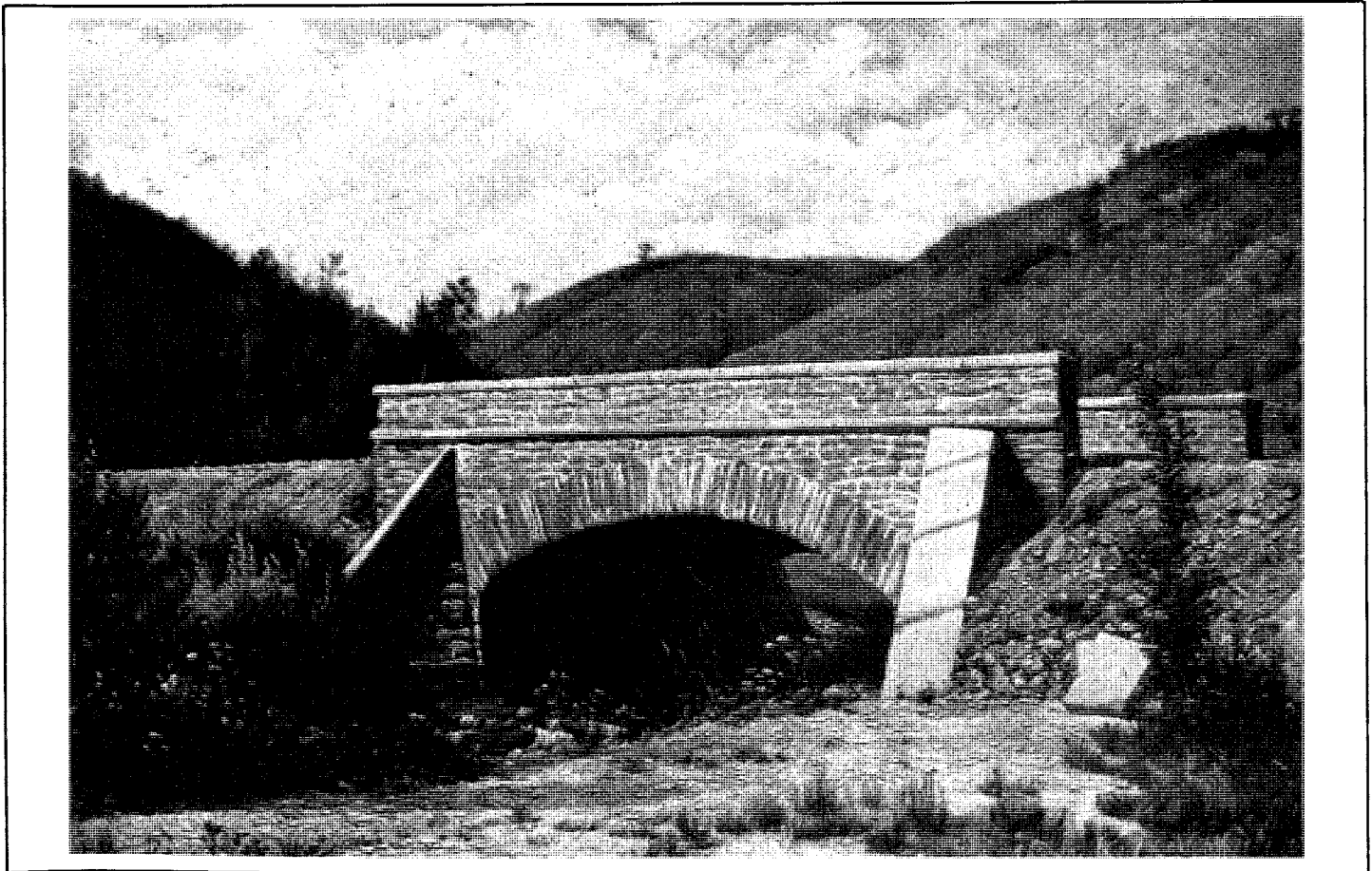
**Carlo Hemmer**  
(† 11.11.1988)

hat der Stadt Ettelbrück testamentarisch 4 wertvolle Ölgemälde vermacht. Es handelt sich dabei um Werke des Ettelbrücker Malers Michel WEYLER (1851-1926). Dieses beispielhafte Vermächtnis bereichert auf lobenswerte Art und Weise das lokale Kulturerbe und wird sicherlich auch dazu beitragen, das Andenken an Carlo Hemmer wachzuhalten.

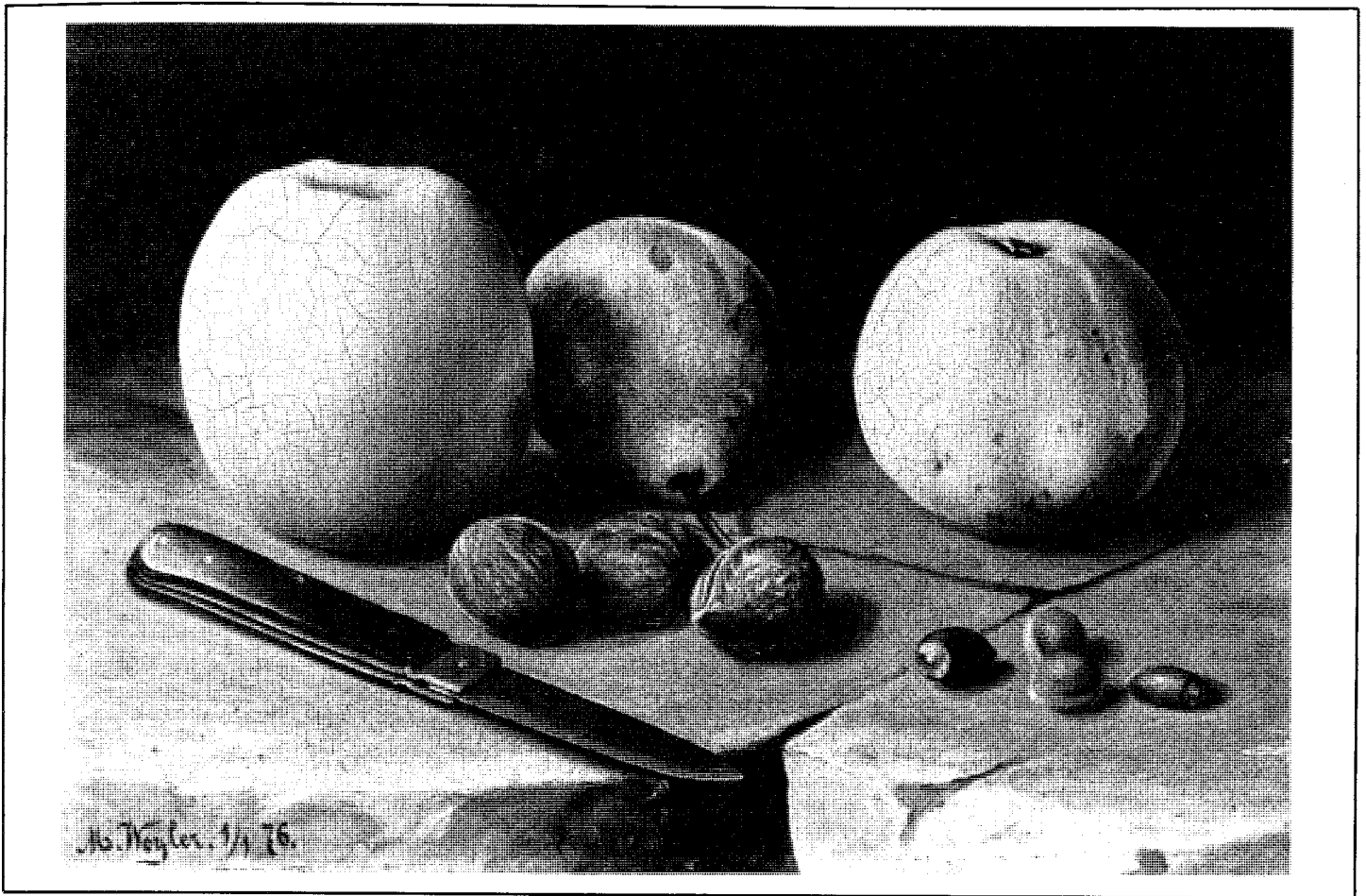


Foto: Arthur Müller

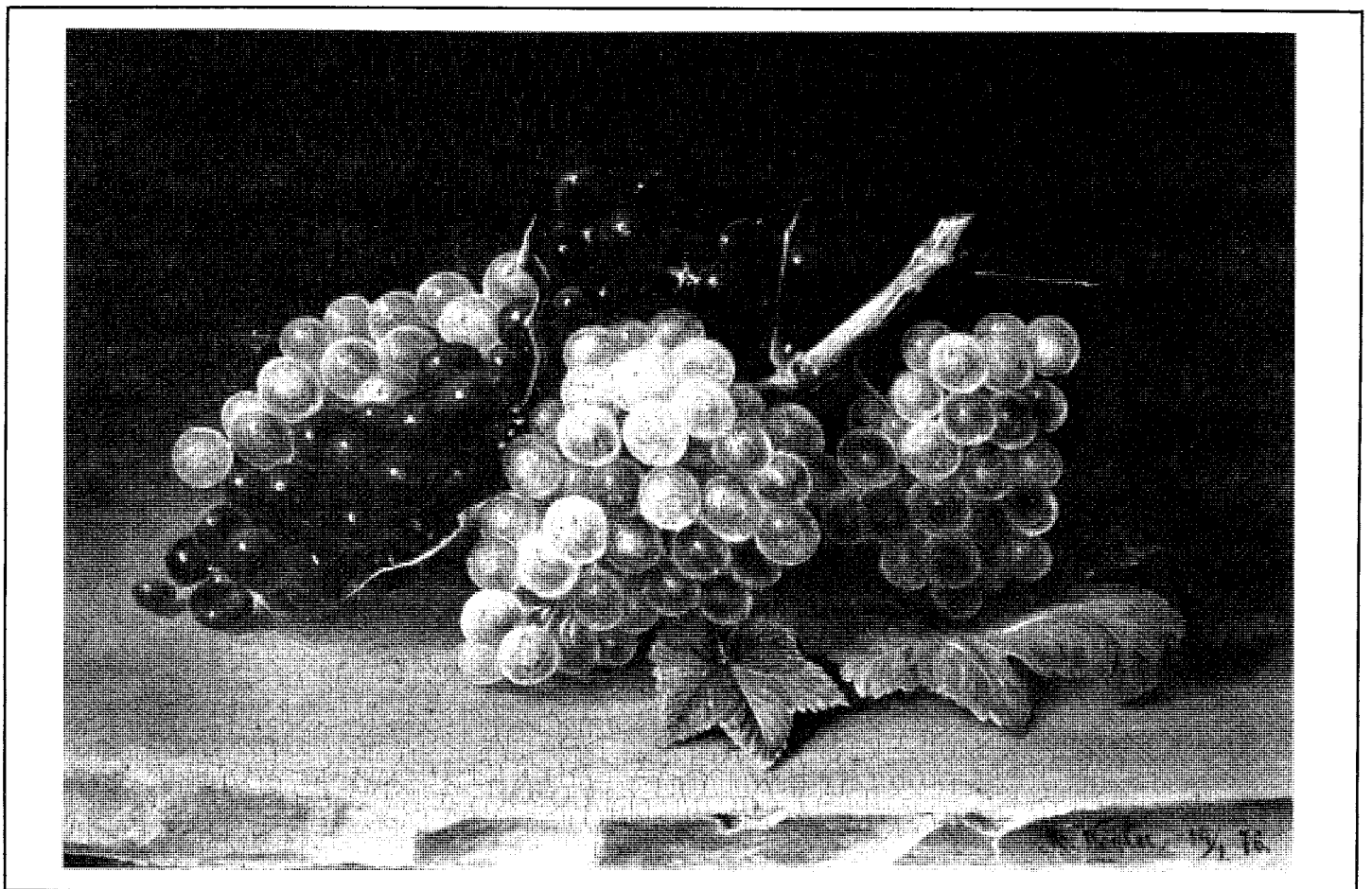
a) „Nähterin“,  
Ölbild auf Leinwand 22×27 cm



b) „Schoofsbréck“ bei Warken, Ölbild auf Pappe (um 1868) 43×31 cm

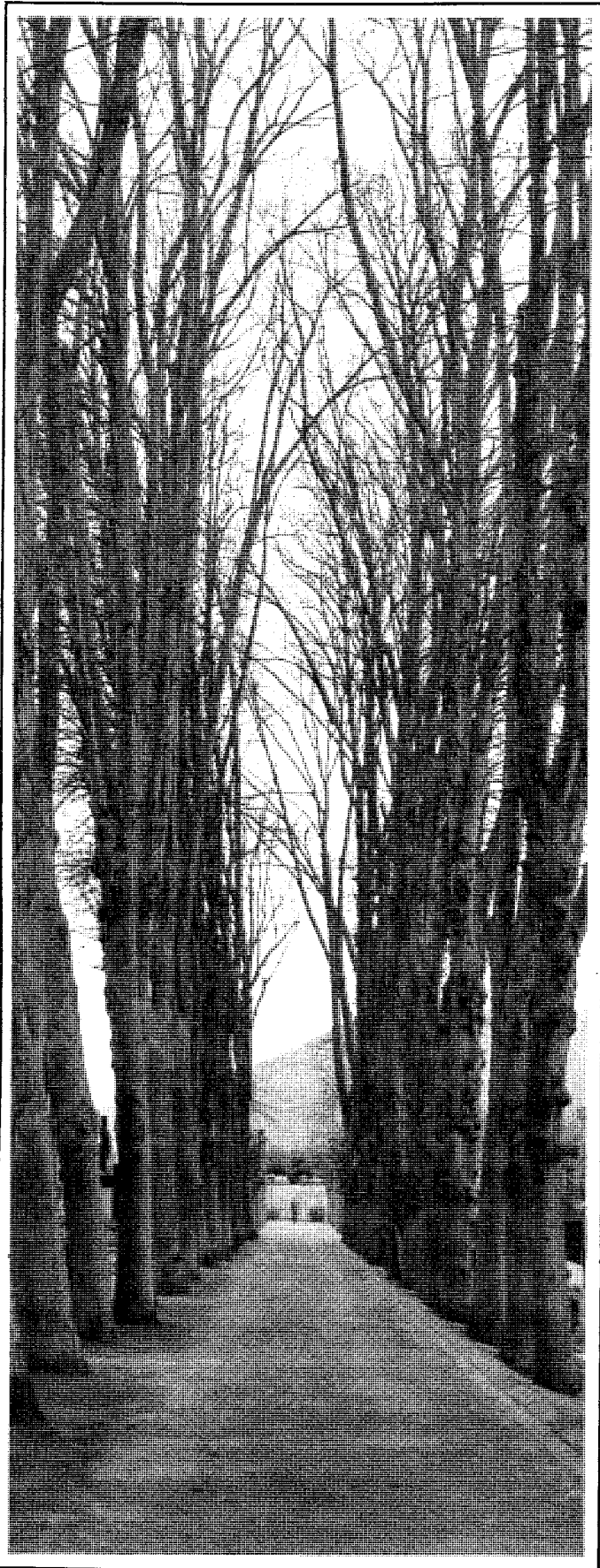


c) „Stilleben“, Ölbild auf Holz (1.1.1876) 31×22 cm



d) „Stilleben“, Ölbild auf Holz (14.1.1876) 31×22 cm

# Ettelbrécker Matbierger, déi äis 1988 verlooss hun



Fotosammlung: Arthur Müller

Mme Demuth-Grashoff Suzanne	20. 1. 88	81 ans
M. Lentz Lucien	25. 1. 88	67 ans
Mme Mamer-Gehlen Madeleine	29. 1. 88	81 ans
Mme Ludwig-Brimeyer Marie	1. 2. 88	91 ans
Mme Bassing-Theis Suzanne	1. 2. 88	85 ans
M. Lorang Marcel	5. 2. 88	59 ans
Mme Quintus-Peters Suzanne	6. 2. 88	81 ans
M. Hendel J. Michel	19. 2. 88	80 ans
M. Hansen Charles	21. 2. 88	27 ans
M. Liefbrig Emile	22. 2. 88	81 ans
M. Wampach Michel	4. 3. 88	70 ans
M. Buchler Léon	8. 3. 88	73 ans
M. Kneip Jean	18. 3. 88	43 ans
M. Thilges Jean-Pierre	26. 3. 88	92 ans
M. Kessler Jean-Jacques	29. 3. 88	54 ans
M. Wagner Michel	3. 4. 88	58 ans
M. Britz Nicolas	4. 4. 88	55 ans
M. Kayser Lucien	6. 4. 88	66 ans
M. Colling Louis	24. 4. 88	65 ans
M. Kann Julien	27. 4. 88	76 ans
Mme Klein-Lamesch Marie	6. 5. 88	74 ans
Mme Weiler-Waltzing Joséphine	9. 5. 88	79 ans
M. Thull Henri	13. 5. 88	82 ans
Mme Jager-Steffen Mathilde	15. 5. 88	76 ans
Mme Wagner-Carels Albertine	4. 6. 88	86 ans
Mme Kirchen-Aumasson Marguerite	6. 6. 88	61 ans
M. Roth Léon	27. 6. 88	78 ans
M. Wengler Paul	7. 7. 88	86 ans
Mme Kremer Marie	8. 7. 88	77 ans
Kerger Yves	10. 7. 88	6 ans
M. Mailliet Jean-Pierre	19. 7. 88	78 ans
Mme Thill-Lanners Madeleine	23. 7. 88	86 ans
M. Michaux Marcel	26. 7. 88	69 ans
Mme Roth-Arendt Joséphine	5. 8. 88	74 ans
Mme Cames-Denel Suzanne	18. 8. 88	74 ans
M. Kleyn Mathias	19. 8. 88	63 ans
Mme Wetzler-Reuter Marguerite	24. 8. 88	79 ans
M. Ries Jacques	25. 9. 88	87 ans
Mme Ries-Zens Louise	11.10. 88	76 ans
Mme Grüneisen-Schroeder Marie	17.10. 88	62 ans
Mme Kieffer-Peckels Marie	21.10. 88	81 ans
Mme Ewen-Miller Marie	23.10. 88	89 ans
M. Pope Harold	24.10. 88	70 ans
M. Lutgen Jean-Pierre	29.10. 88	64 ans
Mme Thiry-Blees Pauline	29.10. 88	76 ans
M. Schrantz Pierre	1.11. 88	48 ans
M. Weynandt Eugène	2.11. 88	65 ans
Mme May-Lambert Marie	3.11. 88	80 ans
M. Ludovicy Paul	8.11. 88	45 ans
M. de Montigny Guillaume	11.11. 88	88 ans
M. Hemmer Carlo	11.11. 88	75 ans
Mme Martin-Kohl Suzanne	16.11. 88	84 ans
Mme Hübsch-Flammang Catherine	22.11. 88	86 ans
Mme Heyden-Michels Marg. Maria	11.12. 88	82 ans
M. Posing Camille	13.12. 88	67 ans
M. Kerger Jean-Pierre	24.12. 88	70 ans
M. Lefèbre Georges Nicolas	27.12. 88	37 ans

# L'état civil (Suite)

## Le divorce

Le jugement de divorce se fait par le tribunal.

Après la procédure judiciaire une mention concernant la dissolution du mariage doit être faite par l'officier de l'état civil en marge de l'acte de mariage ainsi qu'aux actes de naissance.

Selon le type du jugement de divorce, le dispositif doit être signifié ou remis à l'officier de l'Etat Civil soit par l'avocat soit par l'un des époux.

A l'égard des tiers le jugement n'a effet qu'à partir du jour de la mention.

## Le décès

Les décès survenus sur le territoire de la ville d'Ettelbruck doivent être déclarés dans les 24 heures au bureau de l'état civil.

La personne chargée de faire la déclaration doit présenter une attestation médicale certifiant le décès. Elle doit se munir également de toute pièce permettant de connaître l'état civil de la personne défunte. A la même occasion le déclarant règle avec l'employé de l'état civil les questions relatives au transport et à l'inhumation de la dépouille mortelle ou, le cas échéant, celles relatives à l'incinération du corps et à l'inhumation, au dépôt et à la dispersion des cendres.

Il s'agit aussi de fixer la date et l'heure de l'enterrement ainsi que la nature civile ou religieuse de la cérémonie en précisant si celle-ci doit être publique ou doit se dérouler dans l'intimité.

C'est à ce moment encore qu'il faudra vérifier si une tombe familiale est disponible ou si une nouvelle tombe, dotée le cas échéant d'une concession, doit être attribuée.

Toutes ces formalités réglées, l'officier de l'état civil délivrera l'autorisation d'inhumer. Si la personne est décédée sur le territoire d'une autre commune, cette autorisation est accordée sur le vu du permis de transport délivré par la commune en question.

Les corps des personnes décédées peuvent être admis, sur demande des déclarants, dans la morgue à l'entrée du cimetière de la ville.

Le service de l'état civil fournit également tous les renseignements nécessaires sur les formalités à remplir auprès des différentes caisses de maladie et de pension en vue de la liquidation des indemnités et autres prestations échues en cas de décès ainsi que sur les pièces à présenter pour opérer auprès des banques et autres établissements financiers le transfert de livrets de dépôts ayant appartenu à la personne décédée.

## L'enterrement

L'enterrement d'une personne sur le cimetière de la ville d'Ettelbruck ou dans une autre commune ne peut se faire que sur la base d'une autorisation écrite délivrée par l'officier de l'état civil (permis d'inhumation, permis de transport).

L'enterrement doit avoir lieu entre la 36<sup>e</sup> et la 72<sup>e</sup> heure après le décès. Passé ce terme de 72 heures, il sera procédé d'office à l'enterrement. Les délais d'inhumation fixés par l'article 77 du code civil et par les dispositions ci-avant pourront être abrégés par le bourgmestre dans les cas prévus par la loi ou les règlements de police.

Le délai d'inhumation peut être prorogé par le bourgmestre au-delà de la 72<sup>e</sup> heure sur avis du médecin de la direction de la santé ayant dans ses attributions l'inspection sanitaire.

Les inhumations et les dépôts de cendres au columbarium ne pourront avoir lieu après 16 heures.

Le transport des corps se fait par auto-corbillard.

## L'incinération

L'incinération d'une personne décédée peut avoir lieu après autorisation de l'officier de l'état civil de la commune du lieu de décès.

Cette autorisation est délivrée sur le vu d'un acte exprimant la volonté du défunt d'être incinéré. A défaut d'un pareil acte, l'officier de l'état civil peut se baser également sur la demande du membre de famille ou de toute autre personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles.

La personne qui demande ladite autorisation doit présenter un certificat médical dont il résulte qu'il n'existe ni signes, ni indices de mort violente.

Les dépouilles mortelles devant être incinérées ne peuvent être enlevées avant la 36<sup>e</sup> heure qui suit le décès mais doivent l'être avant la 72<sup>e</sup> heure, faute de quoi il sera procédé d'office à l'enterrement.

Les cendres peuvent être inhumées dans la tombe familiale, déposées dans le columbarium ou dispersées en un lieu déterminé au nouveau cimetière de la ville d'Ettelbruck.

## L'exhumation

Les exhumations de corps à la demande de particuliers sont autorisées par le collège échevinal sur le vu d'un certificat du médecin-inspecteur du Ministère de la Santé Publique.

## Les cimetières

Des concessions de terrains au de cases ou columbarium peuvent être accordées pour une durée de 30 ans à des familles devant pourvoir à des funérailles. Elles sont renouvelables par déclaration à faire à l'administration communale dans l'année qui suit l'expiration. Elles peuvent en outre faire l'objet d'une transcription.

Pour ce qui est de l'installation d'un monument funéraire ou des autres travaux aux cimetières, sujets à autorisation du bourgmestre, il y a lieu de s'adresser au bureau des Services Techniques tél. 81 91 81-53.

Toutefois des concessions ne peuvent être accordées qu'à des personnes résidant sur le territoire de la commune d'Ettelbruck et ceci uniquement en cas de décès.

## L'adoption

Par l'adoption (Annahme an Kindes Statt), l'adoptant accueille comme sien un enfant qui lui est étranger. Il s'agit d'un acte juridique soumis à des conditions légales rigoureuses et il ne peut se concevoir que dans le seul intérêt de l'enfant.

L'existence d'autres enfants dans le foyer ne fait pas obstacle à une adoption.

La décision juridique prononcée par le tribunal constitue l'élément central de l'adoption. Cependant, pour que l'adoption soit acquise définitivement, le dispositif du jugement doit être transcrit par l'officier de l'état civil.

Dans le cas d'une adoption plénière (c'est-à-dire l'adopté cesse d'appartenir à sa famille d'origine et obtient les mêmes droits et obligations que s'il était né du mariage de l'adoptant), l'officier de l'état civil dresse un nouvel acte de naissance, ne faisant plus mention de la filiation réelle mais indiquant comme parents les parents adoptifs.

Des informations plus détaillées sur l'adoption sont fournies aux intéressés par les services officiellement reconnus et autorisés à faire des placements d'enfants en vue de l'adoption.

Ce sont:

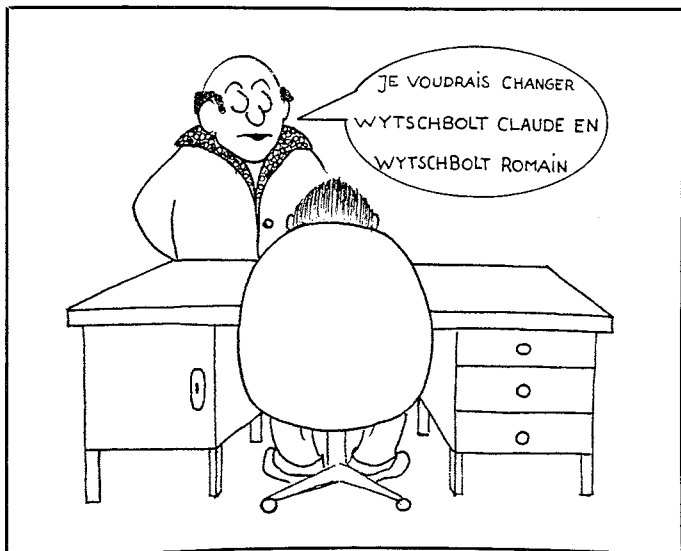
- Le Centre de Placement Familial de la Croix Rouge Luxembourgeoise tél. 47 12 12
- Caritas, Office Diocésain de Charité «Fir ons Kanner» tél. 49 53 46.

## La nationalité luxembourgeoise

Notre Constitution laisse au législateur le soin de déterminer les conditions d'acquisition, de conservation et de perte de nationalité luxembourgeoise.

Les différentes procédures de changement de nationalité sont introduites au Ministère de la Justice par l'intermédiaire du service de l'état civil.

Dans un prochain numéro du Reider il sera donné un bref aperçu sur les différents modes d'acquisition de la nationalité luxembourgeoise.



Dessin: Ernest Gaasch

## Le changement de nom et de prénom

Aucun citoyen ne pourra porter ni nom ni prénoms autres que ceux exprimés dans son acte de naissance.

Une modification ou un changement peuvent être demandés par l'intermédiaire du service de l'état civil dans tous les cas prévus par la loi.

Ainsi une procédure simplifiée et gratuite de changement de prénom est prévue pour les personnes nées au Grand-Duché avant le 1/1/1945. Une telle personne inscrite dans les actes de l'état civil avec un prénom à consonance allemande peut demander le remplacement de son prénom auprès de l'officier de l'état civil par le prénom à consonance française.

## Les transcriptions

La transcription est l'action par laquelle l'officier de l'état civil recopie sur ses registres un acte de l'état civil reçu ailleurs que dans sa commune.

La transcription a essentiellement pour but d'assurer une meilleure publicité.

De plus la personne qui a contracté mariage à l'étranger par exemple aura la facilité de se faire délivrer une copie de l'acte de mariage dans la commune où elle réside.

## La délivrance de certificats

Dans de nombreuses situations les habitants sont obligés de se faire délivrer un certificat par l'administration communale.

Au bureau de l'état civil on délivre les certificats qui attestent des inscriptions dans des registres, livres et autres documents de la tenue desquels l'officier de l'état civil est chargé.

Il s'agit des certificats suivants:

- certificat de naissance
- certificat de reconnaissance
- certificat d'adoption
- certificat de mariage
- certificat de divorce
- certificat de résidence
- certificat de capacité matrimoniale
- certificat de décès
- certificat de notoriété

## La publication de mariage

Le procès-verbal du consentement ou dissentement ainsi que le certificat de publication et de non-opposition au mariage sont dressés par l'officier de l'état civil.

## Les recherches généalogiques

Les documents et registres relatifs aux recherches généalogiques remontent jusqu'à l'an 1644.



# Endlich Stadt

Die Entwicklung vom Dorf zur Stadt war langwierig und der Weg voller Hindernisse.

Zum ersten Mal hatte der Gemeinderat am 12. Januar 1840 der Oberbehörde die Bitte unterbreitet, Ettelbrück den Rang einer Stadt zu gewähren. Es sollte doch noch bis 1907 dauern, um dieses Ziel zu erreichen.

Die Ausdauer, mit welcher die damaligen Gemeindeväter dieses Ziel anstrebten, zeugt vom Dynamismus, welcher diese Zeit prägte. Diese Ausdauer ist bewundernswert.

In der obengenannten Bittschrift argumentierte man: „Die Wünsche und Bitten der Einwohner von Ettelbrück, ihren Ort, der unstreitig das erste Handelszentrum nach Luxemburg-Stadt dank seiner verschiedenartigen Wichtigkeit ist – und diese würde noch erhöht werden, wenn man die infolge der verhängnisvollen Ereignisse in Belgien unterbrochenen Arbeiten des Kanals zwischen Mosel und Maas wieder aufnehmen täte –, zum Rang einer Stadt zu erheben, und ihr die Rechte und Privilegien der Städte zu verleihen.“

Daß dabei auch Abwerbung für andere Ortschaften, Diekirch insbesondere, betrieben wird, ist „de bonne guerre“.

So bemüht man sich im selben Schreiben darum, eine Verlegung der Gendarmerie nach Diekirch als unzweckmäßig darzustellen und ersucht die Oberbehörde „untertänigst“ „zur Erlangung einiger Vorteile, die Diekirch als Hauptort des Bezirks nicht gerade zukommen müßten“.

Auch wehrt man sich dagegen „der Gemeinde Hosingen oder andern Gemeinden keine neuen Jahrmärkte mehr zu gestatten . . . da besonders jene von Ettelbrück, welche für die Bedürfnisse der Handelsleute und Einwohner im Umkreis genügen, sehr bedeutend sind“.

Am 6. Mai 1880 richtet Bürgermeister Gustav de Marie eine weitere Bittschrift an die damalige Regierung. Man beruft sich u. a. auf die hohe Bevölkerungszahl (3.100), auf die bauliche, kommerzielle und industrielle Entwicklung, auf das hohe Steueraufkommen und auf die günstigen Voraussetzungen (Eisenbahn) zur Weiterentwicklung.

„Daß man also ohne Übertreibung behaupten kann, daß die Sektion Ettelbrück den Charakter und die Wichtigkeit einer kleinen Stadt besitzt und nach außen hin auch bekundet, und daß sie in all diesen Richtungen mehr als eine der Städte des Landes übertrifft.“

In seiner Sitzung vom 17. Februar 1906 greift der Gemeinderat zu weiteren Argumenten. Die Bevölkerung ist inzwischen auf 4.100 Einwohner gestiegen, die wirtschaftliche Entwicklung geht unaufhaltsam weiter.

Ein Argument lautete: „Dans un avenir pas trop reculé une ligne de chemin de fer secondaire viendra s'ajouter aux grandes lignes déjà existantes et ne fera que contribuer d'une manière avantageuse au développement des relations commerciales de notre localité avec celles qui y seront reliées.“

Das erwähnte Bauvorhaben bestand darin, eine Schmalspurbahn Ettelbrück-Mertzig-Martelingen zu bauen. Die Deputierten-Kammer hatte das Projekt 1910 gutgeheißen, ein Teil des benötigten Geländes wurde gekauft bis der Krieg ausbrach. Danach wurde das Projekt aufgegeben.

Am 4. August 1907 tritt das langersehnte Gesetz in Kraft, welches dem Ort Ettelbrück zusammen mit jenen von Düdelingen, Differdingen und Rümelingen den Stadttitel zuerkennt.

Seit dem Jahre 1907 ziert sich die Stadt mit ihrem stolzen Wappen.

„Mit der Gewährung der Stadtrechte an ehemalige Herrschaftsdörfer . . . , oder an ein Abteidorf wie Ettelbrück, vollzog sich ein Umbruch, wie er in der Geschichte dieser Orte seit ihrer Existenz nicht augenfälliger erlebt worden war“, kommentiert der vor kurzem verstorbene Carlo Hemmer.

Die Weichen für die Entwicklung zur Metropole des Nordens waren gestellt. Bis heute wurde selbstbewußt und unaufhaltsam auf diesen festen Fundamenten weiterentwickelt.

Trotz verzögerter und langersehnter Umgehungsstraße wird auch in Zukunft der Weg an Ettelbrück nicht vorbeiführen.

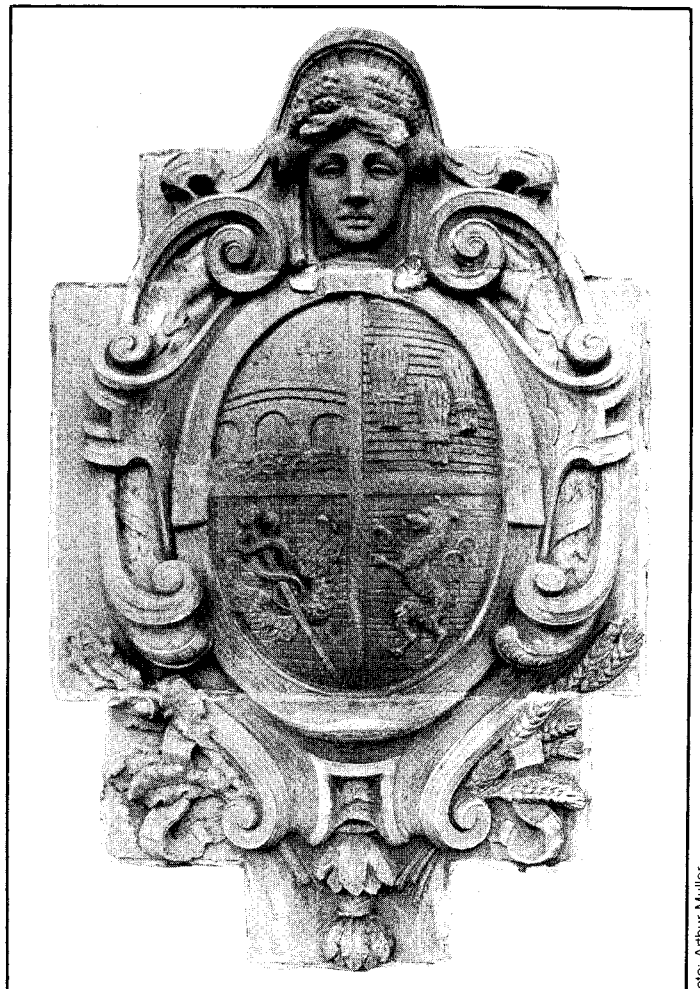


Foto: Arthur Müller

# Les prestations familiales

## Qu'est-ce qu'on entend par «prestations familiales»?

D'une manière générale, l'on peut définir les prestations familiales comme étant une aide financière accordée aux familles afin de compenser, en partie du moins, le déséquilibre du budget familial provoqué par la survenance d'enfants, par rapport au budget d'un ménage sans enfants.

Ces prestations ne sont ni imposables ni sujettes à cotisation. Elles sont versées, sous réserve des conditions d'attribution, à chaque famille établie au Grand-Duché sans distinction de nationalité et quelle que soit la situation sociale des intéressés, c.-à.-d. indépendamment du fait que ceux-ci exercent une activité professionnelle ou non.

## Comment les prestations familiales sont-elles financées?

Il existe deux modes de financement:

a) les prestations rentrant dans le cadre de la sécurité sociale (allocation familiale, de rentrée scolaire, allocation spéciale pour enfants handicapés, majoration d'âge) sont financées pour moitié par des cotisations et pour moitié par une contribution de l'Etat.

b) Les autres prestations (p. ex. l'allocation de naissance), à l'exception de l'allocation d'éducation, sont entièrement financées par des moyens budgétaires de l'Etat.

## Par qui les prestations familiales sont-elles versées?

Elles sont versées par la Caisse Nationale des Prestations Familiales (CNPF). La CNPF est un organisme autonome ayant le caractère d'un établissement public, placé sous la tutelle du Ministre de la Famille. Elle a son siège à

**Luxembourg**

**1A, boulevard Prince Henri, tél. 47 71 53-1.**

## A quelles occasions une prestation familiale est-elle versée?

Les prestations familiales couvrent pratiquement toute la vie familiale:

### A l'occasion

1. du mariage les jeunes époux peuvent contracter un prêt mobilier à des conditions avantageuses
2. de la maternité la future mère ou mère peut toucher l'allocation de maternité pendant la période correspondant au congé légal de maternité

3. de la naissance la mère (1 et 2); l'un des parents (3 et 4) peut toucher:
  - 1) l'allocation prénatale
  - 2) l'allocation de naissance proprement dite
  - 3) l'allocation postnatale
  - 4) le remboursement forfaitaire dans le cadre du prêt aux jeunes époux
4. d'une adoption les parents adoptifs peuvent toucher la deuxième tranche de l'allocation de maternité
5. de la rentrée scolaire les parents touchent l'allocation de rentrée scolaire une fois par an pour ceux des enfants qui participent à la rentrée scolaire

### A partir

1. de la naissance les parents peuvent toucher l'allocation familiale proprement dite
2. du 3<sup>e</sup> resp. 4<sup>e</sup> mois les parents peuvent toucher l'allocation d'éducation
3. de l'âge de 6 ans les parents touchent les majorations d'âge
4. du mois où un handicap est constaté les parents peuvent toucher l'allocation spéciale pour enfants handicapés

## Que dois-je faire si j'estime avoir droit à une prestation familiale?

Si vous estimez avoir droit à une quelconque prestation familiale, vous devez obligatoirement présenter une **demande écrite** à la CNPF. Il n'existe que deux dérogations à cette règle: les majorations d'âge et l'allocation de rentrée scolaire sont versées automatiquement en faveur des enfants bénéficiaires de l'allocation familiale proprement dite. Des formulaires spéciaux sont mis à votre disposition:

- remboursement des prêts aux jeunes époux: à la CNPF
- allocation de maternité: auprès des gynécologues
- allocation prénatale: auprès des gynécologues
- allocation de naissance,
- allocations familiales à la commune où
- allocations d'éducation la naissance est déclarée
- allocation postnatale: à la maternité
- allocation de rentrée scolaire: à la CNPF
- allocation spéciale pour enfants handicapés: à la CNPF. Attention! Chaque prestation se prescrit un an après son échéance. Pour les prestations périodiques, cette règle s'applique à chaque mensualité resp. annuité. Le droit à ces prestations ne se prescrit pas.

## A quelles obligations suis-je tenu après avoir été admis au bénéficiaire d'une prestation familiale?

Par votre signature apposée sur la demande, vous vous engagez à déclarer à la caisse dans un délai maximum d'un mois, tout changement qui pourrait entraîner une réduction ou la suppression de votre droit à la prestation accordée. En cas de fraude, des poursuites pénales sont prévues.

## Comment et quand le paiement des prestations se fait-il?

Après réception et examination de votre demande, les prestations sont versées lors de la première liquidation effectuée, c.-à.-d. en général entre quatre et six semaines après que la demande a été enregistrée.

## Tableau synoptique (Situation 1.1.1989)

Le tableau ci-dessous résume les principales caractéristiques des prestations familiales.

Prestation	Périodicité	Montants	Début de paiement	Fin	Attributaire
remboursement de prêt	prestation unique non indexée	1er enfant: 15000 F 2e enfant: 25000 F 3e enfant: 40000 F 4e enfant: 40000 F	naissance	/	établissement de crédit
allocation de maternité	prestation unique comportant deux tranches	6400 F n. - i. 100 par tranche (800 F n. - i. 100 par semaine)	1re tranche: 8 semaines avant la naissance	/	mère seule
			2e tranche: 1) après la naissance		mère ou ayant-charge
			2) après l'adoption		adoptant
allocation prénatale	prestation unique	3588 F n. - i. 100	après la naissance	/	mère seule
allocation de naissance	prestation unique	3588 F n. - i. 100	après l'examen postnatal	/	mère ou ayant-charge
allocation postnatale	prestation unique	3588 F n. - i. 100	2e anniversaire enfant	/	ayant-charge
allocation familiale	prestation mensuelle fixée au n. - i. 100	1 enfant: 410 F 2 enfants: 1250 F 3 enfants: 2750 F 4e et ss.: 1230 F	depuis le mois de la naissance	18 ans resp. 25 ans	parents ou gardien
majorations d'âge	prestation mensuelle	6 ans: 41 F n. - i. 100 F 12 ans: 134 F n. - i. 100 F	à partir de 6 ans	18 ans resp. 25 ans	"
allocation d'éducation	prestation mensuelle	2000 F n. - i. 100 F	3e ou 4e mois	2 ans	"
allocation de rentrée scolaire	prestation annuelle fixée au n. - i. 100	1 enfant / 6 ans 400 F 1 enfant / 12 ans 600 F 2 enfants / 6 ans 800 F 2 enfants / 12 ans 1000 F 3 enfants / 6 ans 1300 F et ss / 12 ans 1600 F	1re année d'études primaires	18 ans resp. 25 ans	"
allocation spéciale pour handicapés	prestation mensuelle	410 F n. - i. 100 F	début du handicap	18 ans resp. s. limite	"

Pour de plus amples informations concernant les prestations familiales citées dans le tableau synoptique, vous pouvez vous procurer la brochure «Les Prestations Familiales Au Grand-Duché De Luxembourg» à la **CNPF, adresse: 1A, boulevard Prince Henri – L-1724 Luxembourg** tél. 47 71 53-1.

# Antenne Collective Ettelbruck A.s.b.l.

## Rückblick:

Im Herbst 1967 wurde die Gesellschaft gegründet. Nach Festlegung der Statuten und Erlangen aller Genehmigungen sowie Überprüfung der Angebote wurde im April 68 die Anschlußtaxe auf 8 500 F festgesetzt. Bis zum 15. Mai 68 zählte die Vereinigung 606 Mitglieder und verfügte somit über das notwendige Startkapital.

Nach dieser Frist betrug die Anschlußtaxe 12 000 F (Index 155). Der Gesamtauftrag betrug 3,3 Millionen für 6 F. S. Programme + UKW. Am 29.10.68 wurde auf dem Lôpert der Antennenmast mit einer Gesamthöhe von ca. 35 m errichtet.

Ende 1968 war schon ein großer Teil der Ortschaft an das Kabelnetz angeschlossen.

1972 erfolgte der Anschluß der Ortschaft Erpeldingen.

1973 Einbau der Transcodierung für die Umsetzung von RTL und der französischen Programme von SECAM in PAL Farbnorm.

1974 Einbau der UKW-Aufbereitungsanlage.

1979 Einbau der Empfangsstation in neue Fertigbetonkabine.

1985 Erneuerung des Antennenmastes nach Beschädigung durch Sturm. Errichtung der Satellitenempfangsstation.

Das Kabelnetz wurde im Laufe der Jahre integral erneuert.

## Aktuelles:

- Die Vereinigung zählt momentan rund 2 300 Mitglieder.
- 19 Fernsehprogramme in PAL-Farbnorm und 21 UKW-Radioprogramme sind momentan zu empfangen. (Siehe Tabelle)
- Geplant sind in den nächsten 2-3 Monaten 3 weitere Fernsehprogramme, und zwar „M6“, „RTL“ (in luxemburgischer Sprache), sowie noch ein zusätzliches, noch nicht definiertes Programm.
- Der UKW-Hörfunk wird um 1 Satelliten-Programm erweitert (noch nicht definiert).
- Voraussichtlich soll in diesem Jahr (in Zusammenarbeit mit der Gemeinde) ein Infoprogramm gestartet werden, womit Informationen, Mitteilungen usw. jederzeit aktualisiert werden könnten (als Ergänzung zum Reider).

(Die Kanalbelegung der zusätzlichen Kanäle wird rechtzeitig mitgeteilt.)

- In diesem Jahr beginnt die Antenne Collective mit dem Einbau der 4. Verstärkergeneration, der sogenannten BK-Technik (Breitband-Kommunikation).
- Der Anschluß des Kabelnetzes Feulen an unsere Empfangsstation auf dem Lopert soll auch dieses Jahr erfolgen.

- Geplant ist ebenfalls der Anschluß der Ortschaft Bürden (wird in der Burschterbaach angeschlossen).

## Zukünftiges:

Das Verteilnetz der Antenne Collective ist momentan (mit Ausnahme der ganz rezent installierten Gebiete) in der Übertragungskapazität auf 300 MHz beschränkt. Dies bedeutet eine maximale zumutbare Zahl von etwa 25 Fernsehprogrammen, sowie dem UKW-Bereich und den zusätzlichen Kanälen, welche für den digitalen Hörfunk reserviert sind. Der schon begonnene schrittweise Ausbau auf 450 MHz schafft zusätzliche Reserve und bietet auch Platz für die Einführung zukünftiger Fernsehnormen wie z. B. D2-MAC, resp. HDTV, welche die bestehenden Systeme PAL und SECAM später ablösen sollen.

## Verwaltung:

Der Vorstand:

N. Krack, Präsident; L. Welter, Vizepräsident; N. Ackermann, Sekretär; J. Keiser, Kassierer; Alph. Ries, P. Giorgetti, Fr. Feypel, N. Schaus, P. Steffen und J. Kill, Mitglieder.

- Reklamationen oder Fragen können nach wie vor über folgende Telefonnummern erfolgen:

– Bureau der Antenne Collective	81 89 59 (Q)
7, Place de la Libération	
oder Kill Jerry	81 91 81-54
Krack Nic	81 91 81-51

oder an die anderen Vorstandsmitglieder.

Aktuelle Anschlußtaxe: 33 000 F (12 000 bei Index 155)

Zahlungsmodus: Anzahlung 8 000 F und 5×5 000 F nach jeweils 2 Monaten oder 10 Monatsraten von 2 500 F. (Die Installationskosten innerhalb des Hauses sind nicht in der Anschlußtaxe enthalten).

Der Jahresbeitrag beträgt momentan 1 350 F. Ein Anschluß gilt nur für eine abgeschlossene Wohnung und darf nicht weitervermietet werden. Innerhalb einer Wohnung ist die Zahl der Anschlußdosen nicht begrenzt. Der Besitzer des Anschlusses **muß** allerdings schon bei mehr als einer Anschlußdose (wegen der nötigen Entkopplung) einen Hausverstärker auf eigene Kosten installieren lassen.

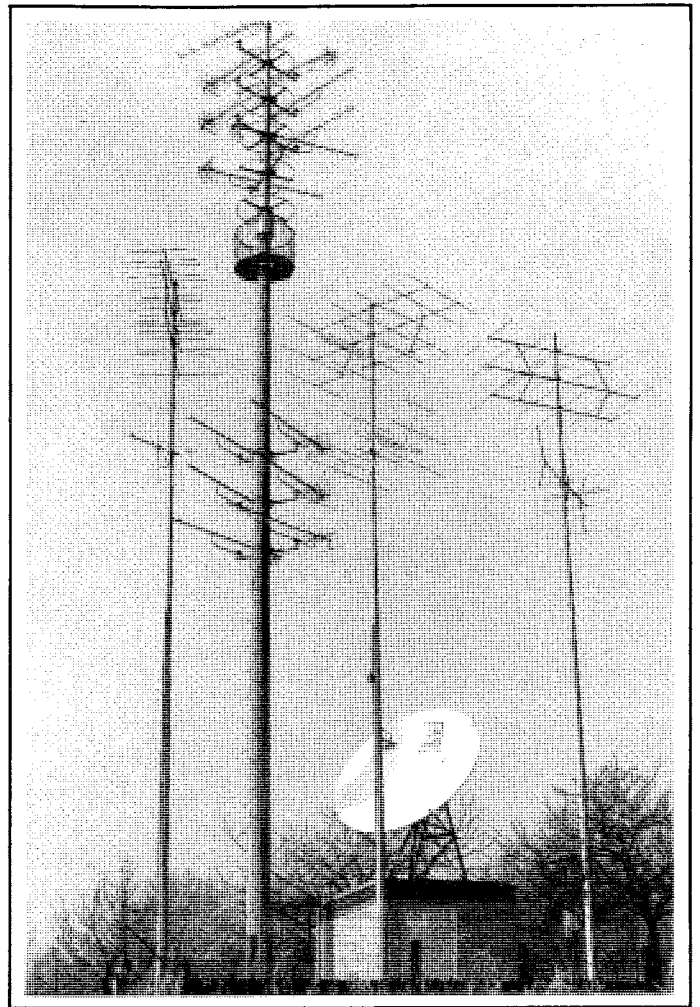
Die Mitglieder können bei Umzug den Anschluß in die neue Wohnung „mitnehmen“ oder bei Umzug in eine andere Ortschaft an andere Personen verkaufen oder an die Antenne Collective wieder abtreten.

Die Wartung der Anlage sowie die Ausführung der Anschlüsse erfolgt durch die Firma ELTRONA-Interdiffusion resp. durch die von ihr beauftragten Installateure.

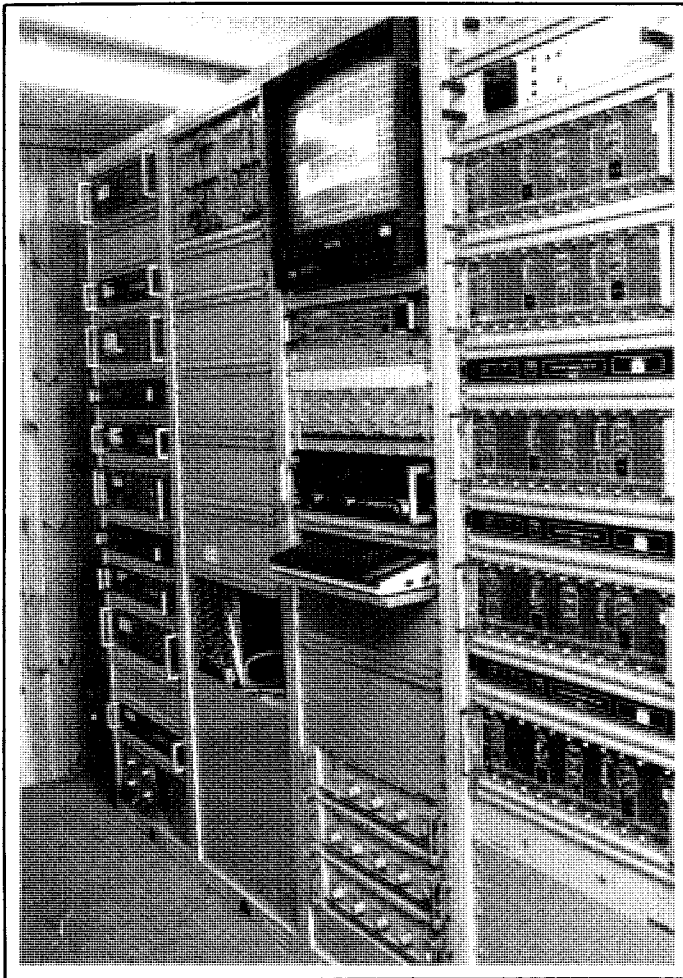
# Empfangsstation auf dem Lopert

- am Hauptmast sind die Antennen für den Empfang der terrestrischen Fernsehprogramme montiert.
- die auf den drei kleinen Masten montierten Antennen dienen zum Empfang der UKW-Radio-Programme.
- auf der Kabine ist die Parabolantenne (Ø 3,70 m) montiert für den Empfang der Satellitenprogramme.

Fotos: Will Feider



b) Empfangs- und Kanalaufbereitungsstation von innen



ANTENNE COLLECTIVE ETTTELBRUCK A.S.B.L.			
PROGRAMMES TV.	CANAL	TV	VIDEO
<b>RTL</b> CANAL 27 (BELGIQUE)	K2		
<b>RTBF</b>	K11		
<b>TELE 21</b>	K8		
<b>RTL</b> CANAL 21 (FRANCE)	S12		
<b>Télévision Française</b> Première chaîne	S10		
<b>Télévision Française</b> Deuxième chaîne	K10		
<b>FR3</b> <b>Télévision Française</b> Troisième chaîne	K12		
<b>La télévision francophone</b> par satellite	S6		
<b>Screensport</b>	S20		
<b>RTL PLUS</b>	K7		
<b>Erstes Deutsches Fernsehen</b>	K3		
<b>ZDF</b> <b>Zweites Deutsches Fernsehen</b>	K6		
<b>Drittes Deutsches Fernsehen</b>	K4		
<b>SAT 1</b> (PROVIS)	S9		
<b>RAI Uno</b>	K9		
<b>WORLDNET</b>	S6		
<b>SKY CHANNEL</b>	S14		
<b>SUPER CHANNEL</b>	S16		

PROGRAMMES RADIO	FREQUENCE RADIO
<b>RTL</b> LETZEBURG	94,0
<b>FR INTER</b>	87,8
<b>FR CULTURE</b>	88,8
<b>FR MUSIQUE</b>	89,8
<b>RTB 1</b>	92,9
<b>RTB 2</b>	91,9
<b>RTB 3</b>	90,9
<b>RADIO 21</b>	93,4
<b>AFN</b> AMERICAN FORCES NETWORK	98,5
<b>RFM</b>	102,5

PROGRAMMES RADIO	FREQUENCE RADIO
<b>RTL</b> DEUTSCHES PROGR.	95,0
<b>SWF1</b> SUDWEST 1	99,2
<b>SWF2</b> SUDWEST 2	100,2
<b>SWF3</b> SUDWEST 3	101,4
<b>SR1</b> EUROPAWELLE SAAR	96,8
<b>SR2</b> STUDIOWELLE SAAR	97,2
<b>SR3</b> SAARLAND - WELLE	97,7
<b>DLF</b> DEUTSCHLAND FUNK	95,5
<b>WDR4</b> WESTDEUT-RUNDFUNK	96,2
<b>RPR</b> RHEINLAND - PFALZ - RADIO	102,0
<b>SKY RADIO</b>	103,0

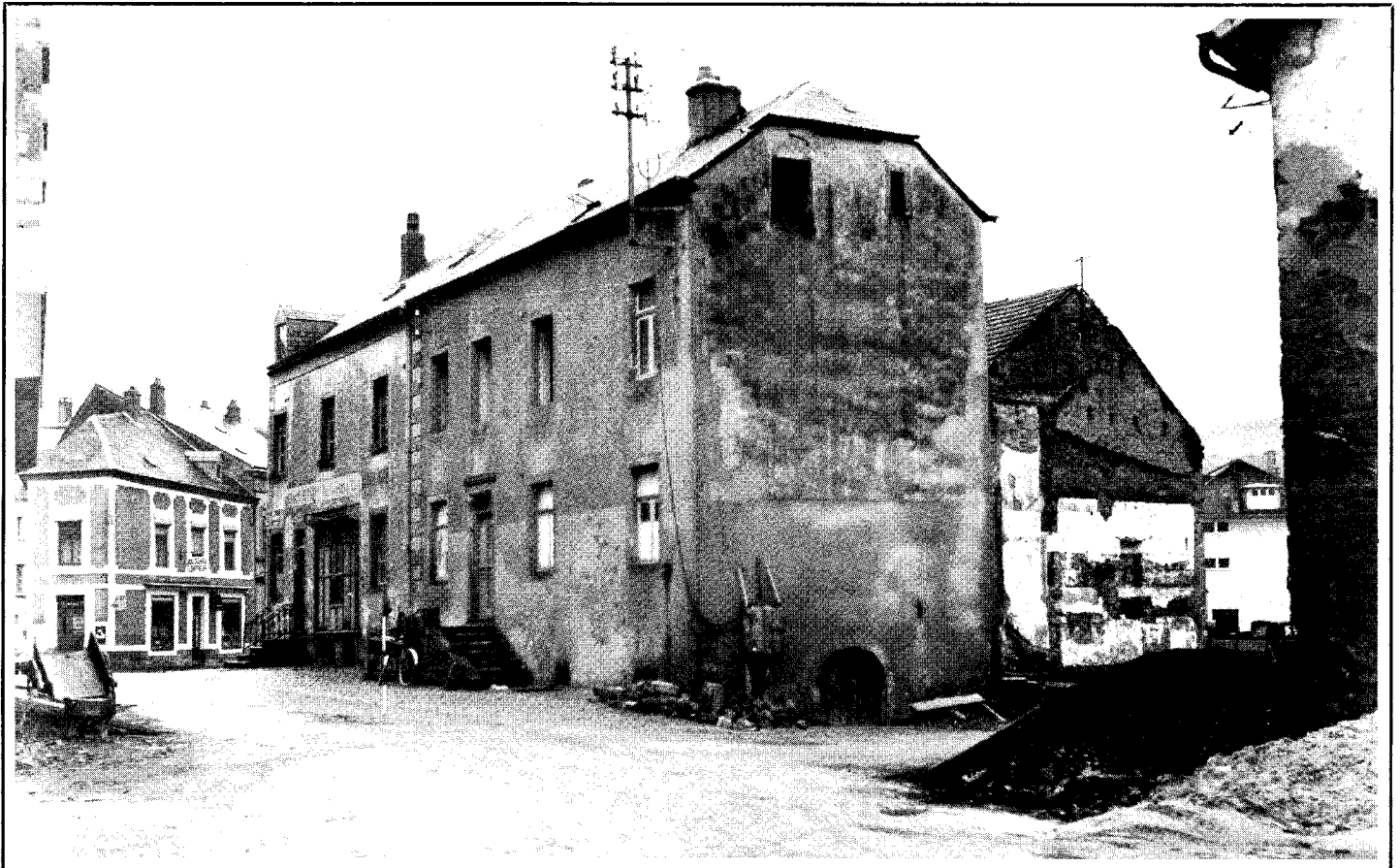
# Ettelbrück, gëschter ...

Ettelbrück  
Grossstrasse - Grand'rue



a) Grand-rue (1913)

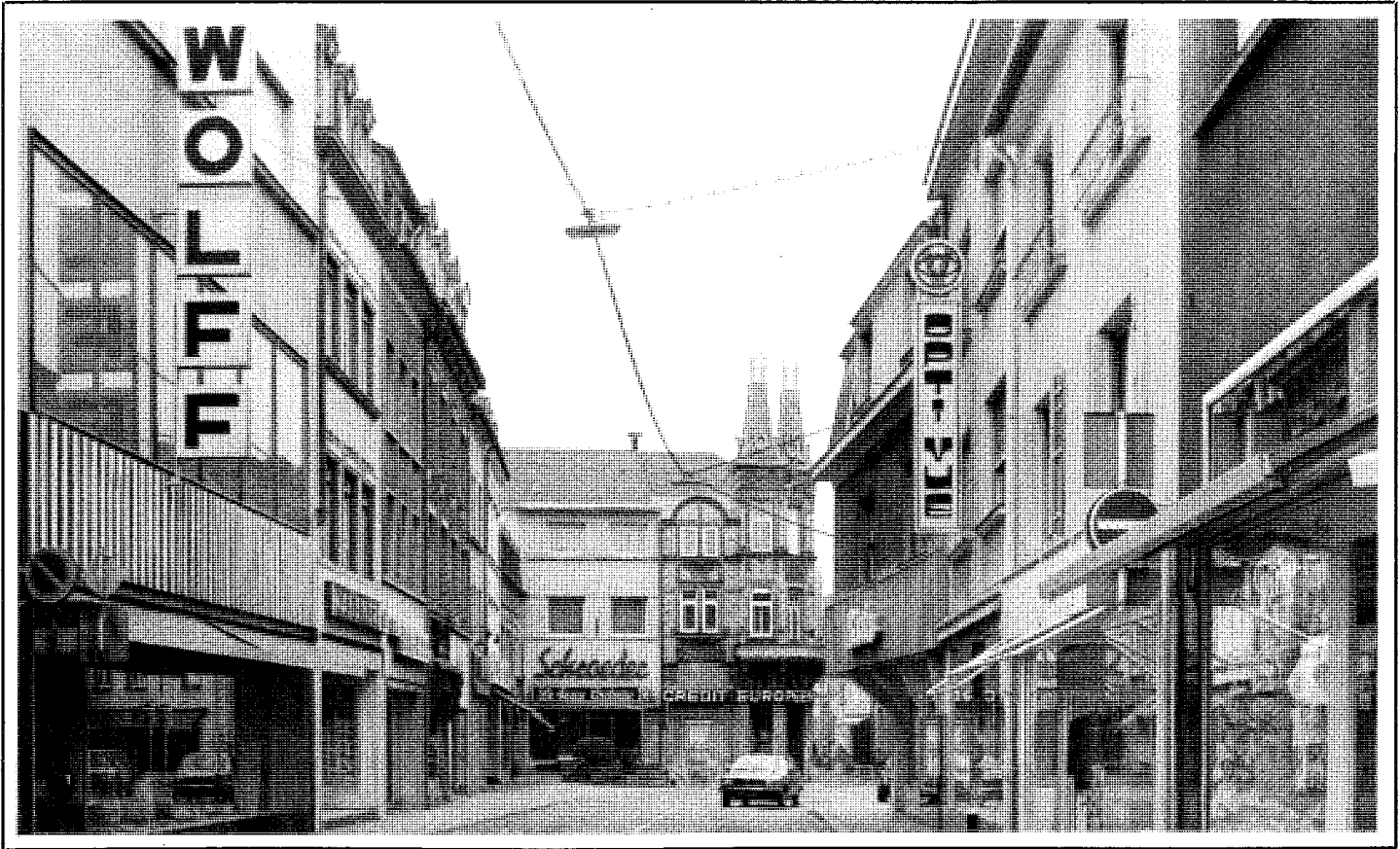
Coll.: Arthur Muller



b) Place du Marché (24.12.1954)

Photo: Robert Poeker

... an haut



a) Photo: Arthur Muller



b) Photo: Arthur Muller

## Ettelbrück, der Weg zum regionalen Heilzentrum (I)



Foto: Dr André Thibeau

DAS 25JÄHRIGE BESTEHEN DER NEUEN KLINIK ST-LOUIS soll der Anlaß dazu sein, Näheres über das lokale Medizinalwesen, das auf eine stolze geregelte 200jährige Entwicklungsgeschichte zurückblicken kann, zu erfahren.

Es dürfte daher angebracht und nicht uninteressant sein, Ettelbrücks Etappen zum regionalen Heilzentrum des Nordens aufzuzeichnen. Gleichzeitig bietet das 25jährige Jubiläum der Klinik St-Louis die willkommene Gelegenheit, den überaus zahlreichen dort tätigen Ärzten und dem Pflegepersonal, als „Stille Stars“ unserer Gesellschaft, die dankbare Anerkennung der gesamten Bevölkerung entgegenzubringen.



Im Bereich der allgemeinen Gesundheitspflege hat Ettelbrück schon frühzeitig eine vorbildliche Pionierarbeit geleistet, ehe die Ortschaft sich zum regionalen Heilzentrum des Nordens entwickelte. Ursprünge dieser heilkundlichen Aktivitäten hat Professor Jos Flies in seinem Werk: „Ettelbrück, die Geschichte einer Landschaft“ gesammelt und aufgezeichnet.

- 1526 – Der spezialisierte Heilpraktiker namens Heinrich SCHERRER, befaßt sich, neben seiner Barbierbarkeit, mit der Heilkunst.
- 1708 – Der aus Diekirch stammende geschworene und approbierte Meisterbarbier Wilhelm SPRINGENFELT übt seine Heilkunst in Ettelbrück aus.
- 1732 – Am 13. April 1732 stirbt Elisabeth COURES, Hebamme in Ettelbrück.
- 1737 – Am 10. Januar 1737 hat Johanna KRAAS, Hebamme in Welscheid, das Zeitliche gesegnet.
- 1743 – Der Chirurgus J.-Fr. D'Hame bescheinigt am 18. September den Tod des aus Warken stammenden Geistlichen J. Arend.
- 1763 – Zum ersten Male tritt „Herr Godart“, der sich selbst als Feldscherer, Wundarzt oder geschworener „Chirurgien“ bezeichnet, in Ettelbrück in Erscheinung. Derselbe wird in den Jahren 1771 und 1774 erneut erwähnt. Am 18. Februar 1794 tritt er als Schöffe und Chirurgus auf.
- 1767 – In den Volkszählungslisten 1767-1772 werden neben dem vorhin erwähnten Nikolaus Godart, zwei weitere Chirurgen erfasst, Vater und Sohn, mit gleichem Namen: Jacques GOERES. Einer der beiden übt im Jahre 1780 ebenfalls den Beruf eines Gastwirtes aus.
- 1787 – Der Ettelbrücker Feldscherer Johann-Heinrich STRUPPERS mußte zur Abtilgung einer Schuld einen Teil seiner Möbel verkaufen.
- 1788 – Derselbe STRUPPERS verkaufte sein in Ettelbrück gelegenes Haus an den Rotgerber Matthias Berg aus Wiltz. Als Zeugen traten auf die Feldscherer J. GÖRRES aus Ettelbrück sowie N. DELOOZ aus Diekirch.

Obschon die Barbieri, wie die Feldscherer und Chirurgen oft genannt wurden, jahrhundertlang ihre Tätigkeit in der Heilkunst ausübten, scheinen sie es in unserem Lande nicht wie andere Berufe zu einer eigenen Zunft gebracht zu haben. Im Jahre 1674 war allerdings ein Zunftprojekt ausgearbeitet worden, jedoch gibt es kaum Anhaltspunkte darüber, ob es jemals angenommen und angewendet wurde. In anderen Gegenden Europas wurde die Ausübung der Chirurgentätigkeit, welche sich auf den äußeren Bereich des Körpers und der Glieder beschränkte, durch die jeweiligen lokalen Standesgebäude geregelt. Nach einer Lehre bei einem anerkannten Meister mußte der Kandidat sein Examen vor einem Stadtarzt und zwei Zunftältesten bestehen. Sehr oft wurde der Beruf vom Vater auf den Sohn vererbt, welcher in seinem Gefolge das fachliche Wissen und die notwendigen Kunstgriffe erlernte. Bei schwierigen Entbindungen war es erlaubt, den Chirurgen zu Hilfe zu rufen.

Die äußerst geringe Zahl der Hebammen dieser Zeit erklärt sich aus der Tatsache, daß die meisten Entbindungen zu Hause mit Hilfe erfahrener Frauen verliefen, welche uneigennützig ihren Beistand anboten.

Die Ausübung des Arztberufes in dem südlichen Teil der Niederlande, zu dem unser Land gehörte, wurde durch eine Verordnung Kaiser Karls VI. von Oesterreich geregelt, welche am 18. August 1732 in Brüssel veröffentlicht worden war. Damals wurde mit Nachdruck auf die Monopolstellung der einzigen in unserer Region anerkannten Universität Louvain hingewiesen. Nur Personen, die dort einen Doktorgrad oder eine Lizenz in der Medizin erworben hatten, war es gestattet die Kunst des Heilens in unserem Lande auszuüben. Graduierte aus fremden Universitäten mußten, bevor sie zur Ausübung des Arztberufes zugelassen wurden, sich einer Examenskommission dieser allein anerkannten Fakultät stellen. Zum Erwerb einer Arztlizenz waren 4 Studienjahre erfordert. Der Dokortitel konnte in der Folge, nach Verteidigung einer These, ohne besondere Schwierigkeiten verliehen werden. Die Erarbeitung derselben war allerdings mit hohen Unkosten verbunden.

Die tiefgreifende Verordnung aus dem Jahre 1732 konnte allerdings nicht überall durchgesetzt werden. Besonders in den ärmlichen Landgegenden fuhren zahlreiche Kurpfuscher und Scharlatane fort, ihre illegalen Heilpraktiken auszuüben. Die Professoren der „Université de Louvain“ richteten am 13.1.1752 einen Beschwerdebrief an den Gouverneur, worin sie energisch die Interessen des Ärztstandes verteidigten. In der Folge wurde das Übertreten des Erlasses zwar gerichtlich strenger bestraft, doch war nicht zu übersehen, daß damit besonders der Landbevölkerung nicht geholfen war. Sie konnte ja überhaupt nicht auf die Versorgung durch einen lizenzierten Arzt zählen, da meilenweit keine Ärzte ansässig waren, und auf der Fläche unseres heutigen Landes, unter Nichtberücksichtigung des damaligen Dekanates Luxemburg, nur etwa 20 lizenzierte Ärzte praktizierten.

In den folgenden Jahrzehnten nahm die Zahl der Kurpfuscher dank strengerer Maßnahmen merklich ab. Doch konnten trotz einer sehr deutlichen Rechtslage, illegale Heilpraktiken bis in die heutige Zeit hinein nicht vollends unterbunden werden.

1788 war für Ettelbrück die Zeit der „Feldscherer“ endgültig vorbei. Der an der Universität Loewen ausgebildete Arzt, Dr Matthias-Anton BIVER aus Gosseldingen wurde als einer der 6 ersten diplomierten Ärzte unseres Landes in Ettelbrück ansässig.

Zur französischen Revolutionszeit hatte er sich zu den neuen Ideen bekannt und war Mitbegründer des einzigen außerhalb der Hauptstadt bestehenden Jakobinerklubs. Im Gegensatz zu den eher gemäßigten Girondisten waren die Jakobiner radikale Republikaner. Von 1796 bis 1800 war er politisch als Kommissar in der Munizipalverwaltung des Kantons Diekirch tätig. Diese hatte damals ihren Sitz in Ettelbrück. Das Bürgermeisteramt bekleidete er von 1800 bis 1806. Zudem genoß er das öffentliche Vertrauen des ganzen Kantons. Als Arzt wurde er von den Behörden als sehr kompetent beurteilt. Ein medizinischer Lehrstuhl an einer Universität wurde ihm zugetraut. Die erste „Medicinal-Commission des Gross-Herzogthums Lützem-

burg“, die gemäß Gesetz vom 12. März 1818 und durch Regierungsbeschluß vom 11. September 1818 ernannt worden war, zählte 7 Mitglieder, unter ihnen Dr Matthias Biver aus Ettelbrück. Am 29. Februar 1832 wurde er desweiteren zum Mitglied der Provinzialärztekommision bestimmt, eine Ehre die keinem andern Arzt auf dem Gebiet des heutigen Großherzogtums zuteil wurde. Außerdem war er Titularmitglied der „Société des Sciences Naturelles et Médicales“ in Brüssel gewesen. Dr Matthias BIVER starb im Alter von 79 Jahren am 5. April 1837 in seiner Heimatgemeinde und wurde in der Kapelle von Lauterborn (Echternach) beigesetzt.

In dem 1818 erschienenen Buch „Bemerkungen und Vorschläge betreffend das Medizinalwesen im Großherzogtum Luxemburg“ des damaligen in Echternach wohnenden und wegen seiner Gelehrsamkeit geschätzten deutschen Arztes Dr DETTEN, liest man: „Das Großherzogtum besitzt in seiner Hauptstadt und auch auf dem Lande eine beträchtliche Anzahl wissenschaftlich ausgebildeter und durch Erfahrung gereifter Ärzte, sowie auch einige sehr geschickte Wundärzte. Es kann sich in dieser Hinsicht mit allen andern Staaten messen und verschafft vermittels seiner geographischen Lage zwischen Frankreich und Deutschland seinen Ärzten noch einen eigentümlichen medizinischen Bildungsvorteil. Die luxemburgischen Ärzte vereinigen in der Regel das Gute von beiden Methoden und zeichnen sich als Medizinalpersonen erster Klasse rühmlich aus.“

Weniger vorteilhaft war die Beurteilung der Medizinalpersonen zweiter Klasse, der sog. „Officier de Santé“ und der Chirurgen (Wundärzte) gegenüber. Ihre mangelnde Grundausbildung versuchten sie oft durch anmaßendes Benehmen auszugleichen.

In Ettelbrück entwickelte sich tatsächlich, in der sich für unser Land anbahnenden Zeit der Unabhängigkeit, ein tüchtiges Sanitätspersonal, das sich entschlossen in den Dienst der Bevölkerung stellte.

## Die Hebammen

Da zu Beginn des 19. Jahrhunderts die Ettelbrücker Gemeindekasse die Unkosten zur Ausbildung von Hebammen übernommen hatte, nahmen zu dieser Zeit die ersten, nach dem Gesetz vom 19. Ventôse An XI (10.3.1803) diplomierten Hebammen ihre Tätigkeit auf:

- *Hélène PAPIER*, Ehefrau Mathias Klein, hatte am 15.7.1806 in Luxemburg ihr Diplom erworben und wirkte von 1803-1833 in Ettelbrück.
- *Suzanne KREMER*, Ehefrau Thein, erwarb ihr Diplom, obwohl sie der französischen Sprache nicht kundig war, am 3.6.1813 in Paris. Sie war nur einige Jahre in Ettelbrück tätig.
- *Joséphine WATELET*, Ehefrau Jean Schroeder, wird schon im Jahre 1816 erwähnt, obschon sie erst am 20.2.1817 provisorisch durch einen Beschluß der Ständedeputation zugelassen worden war und erst am 11.2.1819 ihr Diplom erhalten hatte. Zuletzt als Hebamme erwähnt wird sie im Jahre 1872.

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG. **MAIRIE d' Ettelbrück** N° 76. EXERCICE 1816

ARRONDISSEMENT de *Beaumont*

N° *10* du registre du Maire.

N° *du journal général de la perception.*

EN vertu de l'art. 54 de l'arrêté du Gouvernement du 4 thermidor an 10, M<sup>r</sup> *J. B. Biver* Receveur municipal de la commune d' *Ettelbrück* paiera au *M. Biver* la somme de *700 fr.* sur la remise des pièces et pour l'objet de la dépense ci-après désignée, conformément au budget de l'année 1816, (ou) suivant l'autorisation spéciale de M<sup>r</sup> le *Préfet* en date du *(1)*

NOMS des parties prenantes.	OBJET DÉTAILLÉ DE LA DÉPENSE.	SOMME à PAYER.	DETAIL DES PIÈCES à fournir A L'APPUI DU PAIEMENT.
<i>Wattelet Josephina</i>	<i>Indemnité de sage-femme</i>	<i>700</i>	

(1) Relater la date de l'autorisation spéciale, et indiquer si elle a été donnée par M. le Préfet ou par M. le Sous-Préfet.

Le présent Mandat dûment quittancé sera alloué aux comptes du Receveur, en rapportant les pièces ci-dessus.

Fait à *Ettelbrück* le *76* *juin* 1816. *Le Maire,*

Pour acquit de la somme de *700* *fr.* le *26* *juin* 1816. *A. Biver*

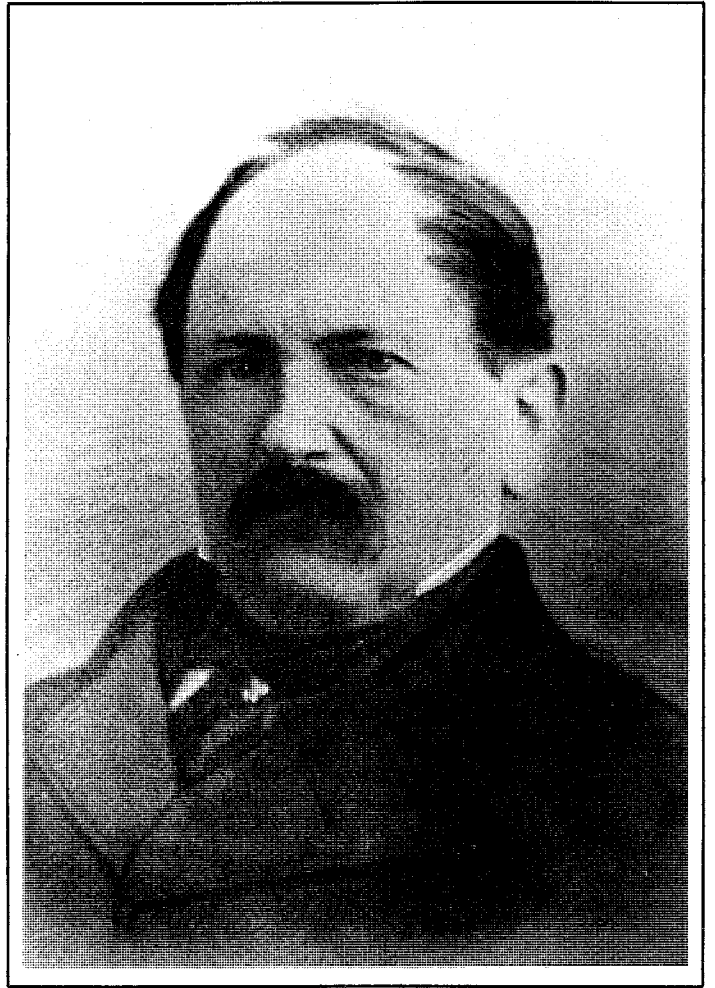
## Liste der Ettelbrücker Hebammen

- |                                |            |
|--------------------------------|------------|
| 1. Elisabeth Coures            | +13.4.1732 |
| 2. Johanna Kraas               | +10.1.1737 |
| 3. Hélène Klein-Papier         | 1803-1833  |
| 4. Suzanne Thein-Kremer        | 1813-1814  |
| 5. Joséphine Schroeder-Watelet | 1816-1872  |
| 6. Katharina Hermann           | 1821-1838  |
| 7. Catherine Wildanger-Reisch  | 1830-1869  |
| 8. Catherine Kremer-Kayser     | 1830-1876  |
| 9. Barbe Kayl-Arendt           | 1845-1861  |
| 10. Margaretha Beffort-Colling | 1849-1861  |
| 11. Anna Schlösser-Tresch      | 1853-1857  |
| 12. Joséphine Klein-Berscheid  | 1857-1890  |
| 13. Marie Beffort-Colling      | 1867-1869  |
| 14. Margaretha Kremer-Foos     | 1873-1908  |
| 15. Suzanne Linster            | 1883-1916  |
| 16. Madeleine Poncin           | 1897-1922  |
| 17. Françoise Borschette-Just  | 1900-1924  |
| 18. Elise Molitor              | 1906-1921  |
| 19. Marie Thill-Kraus          | 1924-1957  |
| 20. Marie Molter               | 1924-1970  |
| 21. Joséphine Kisch-Fett       | 1931-1952  |
| 22. Catherine Lucas-Haan       | 1945-1982  |
| 23. Cécile Wilmes              | 1960-1968  |

## Die Ärzte

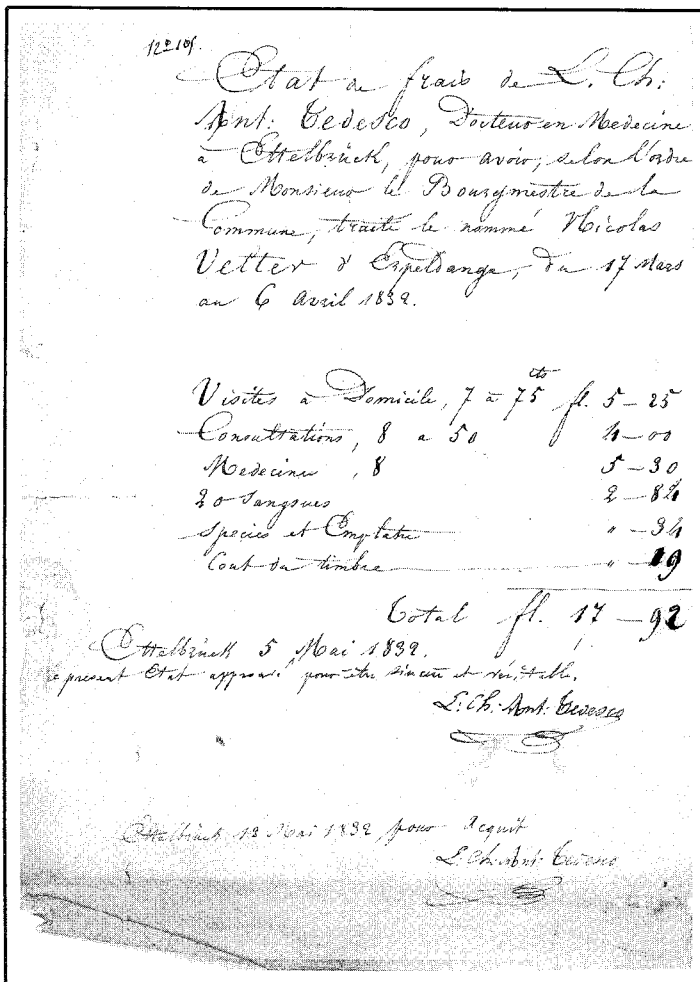
Als Ärzte traten zu dieser Zeit in Erscheinung:

- Dr. André BIVER, ein Sohn von Dr. Matthias Biver, erhielt sein Diplom durch die „Commission de l'Instruction Publique“ in Paris. Von 1816-17 trat er als praktischer Arzt in Ettelbrück auf und verzog dann nach Lauterborn bzw. Echternach.
- Dr. Richard ELSEN, erwarb 1828 und 1829 in Lüttich sein Doktorat in der Medizin, Chirurgie und Geburtshilfe. Kurz nachdem er sich 1829 in Ettelbrück niedergelassen hatte, verstarb er.
- Richard CORNELY, Officier de Santé, wurde am 19.8.1803 in Luxemburg als Chirurg zugelassen. Nachdem er dort als Gesundheitsbeamter und als Stadtchirurg praktiziert hatte, tat er sich in den Jahren 1829-37 als Landchirurg in Ettelbrück hervor.
- Dr. Louis Ch. TEDESCO erhielt am 29.01.1829 sein Arztdiplom in Loewen mit der These: De Musica iatrica (sur la musique comme thérapie médicale). Im Jahre 1835 verlegte er seine Praxis von Ettelbrück nach Etalle (Belgien).
- Dr. Peter SCHMIT ließ sich anstelle des verzogenen Arztes TEDESCO im Jahre 1835 in Ettelbrück nieder. Der am 08.11.1806 in Contern geborene und an der Universität Lüttich in den Fachgebieten Medizin, Chirurgie und Geburtshilfe promovierte Arzt, bewohnte in den langen Jahren seines Ettelbrücker Wirkens das frühere Haus Netzer (heutige Apotheke Petry). Als Kantonalarzt verfaßte er im Jahre 1842 einen längeren Bericht über



Dr Pierre Schmit

Fotosammlung: Arthur Müller



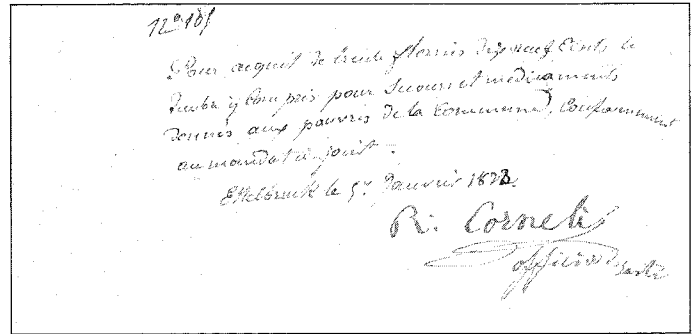
die in Ettelbrück grassierende Pockenepidemie. Im März 1845 wurde er in Nachfolge seines Schwiegervaters Peter MONGENAST (+3.1.1844) zum Bürgermeister in Ettelbrück ernannt, ein Amt das er bis 1848 ausübte. Als in den Jahren 1855 und 1866 die Cholera wütete, erkannte er als einer der ersten Ärzte einen direkten Zusammenhang zwischen dem schlechten Zustand des Trinkwassers und dem Ausbruch der Cholera. Er trat als Arzt des Diekircher Jägerbataillons auf und wurde zum ersten Anstaltsarzt des 1855 gegründeten Zentralhospizes ernannt, wo er bis zum Jahre 1866 mit exemplarischem Einsatz wirkte. Im Juni 1867 verzog er nach Luxemburg. Nach einem arbeitsreichen und wirkungsvollen Leben verstarb er dort am 9.5.1879.

Der „officier de santé“ war ein zur französischen Zeit anerkannter Titel, dessen Träger, im Gegensatz zu den an Fakultäten diplomierten Ärzten, seine Ausbildung während 6 Jahren bei einem Diplomarzt, oder während 5 aufeinanderfolgenden Jahren in einem Zivil- oder Militärhospiz absolviert hatte. Er konnte nur in dem Departement tätig werden, wo er sein Examen abgelegt hatte. Der an einer Universität diplomierte Arzt durfte auf dem Gebiet des ganzen französischen Kaiserreiches wirken. (Jubiläumsbroschüre: „Le collège médical 1818-1868“ Seiten 26 und 27).

In einer Sitzung vom 2. November 1829 nahm der Ettelbrücker Gemeinderat die Organisation des lokalen Sanitätsdienstes im Interesse der sozial Schwachen vor.

In Anbetracht seiner mehr als 40jährigen Arztstätigkeit in Ettelbrück, während welcher er die unbemittelten Kranken unentgeltlich behandelt hatte, und seiner mehr als 20jährigen kostenlosen Impfungen an dieselben, wurde Dr. Biver zum „Armenarzt“ der Gemeinde ernannt. Bei derselben Gelegenheit wurden Richard Cornely als „Officier de Santé“ und die Dame Joséphine Watelet, Ehefrau Schroeder, zur Hebamme bestimmt.

Da kein Apotheker in der Gemeinde ansässig war, waren die beiden ernannten Ärzte ermächtigt, Medikamente an die Kranken zu verteilen. Außer der Rückvergütung der verschriebenen Arzneimittel erhielten Dr. Biver ein jährliches Gehalt von 50 Gulden, sowie Richard Cornely ein solches von 30 Gulden. Der Hebamme wurde eine Entschädigung von 3 Gulden pro Entbindung zuerkannt.



Die Namensliste der bedürftigen Familien wurde vom Gemeinderat aufgestellt und den neuernannten Sanitätspersonen zugestellt. Mit dem Inkrafttreten dieser Maßnahmen war in Ettelbrück der Grundstein eines kommunal unterstützten Sanitätsdienstes gelegt worden, der nun während genau 160 Jahren sich entwickeln und bestens bewähren sollte.

## Die Apotheker

Die erste Apotheke wurde 1833 von Leopold NOPPENY in Ettelbrück eröffnet. Ihm folgte 1837 Johann BRIMMEYR, welcher nach kurzer Zeit nach Echternach verzog. J.H. Wilhelm KROMBACH verlegte im selben Jahr seine Apotheke von Diekirch nach Ettelbrück, die sein Sohn und Nachfolger im Jahre 1860 übernahm. In der „Krombach-Apotheke“, welche bis auf den heutigen Tag besteht, wirkten folgende Apotheker:

<i>J. H. Wilhelm KROMBACH</i>	1837-1860
<i>H.J.S. KROMBACH</i>	1860-1895
<i>Adolf KNEPPER</i>	1895-1924
<i>Jean-Pierre THILGES</i>	1924-1956
<i>Jean Georges THILGES</i>	1956-

In einer Bittschrift vom 2. August 1879 ersuchte der Ettelbrücker Gemeinderat um die Eröffnung einer zweiten Apotheke. Die Ermächtigung dazu wurde an den aus Warken stammenden J.P. Klein, ein Bruder des Arztes Martin Klein, erteilt. Da dieser nach kurzer Zeit nach Mondorf verzog, übernahm Alphonse Heck, vorheriger Apotheker in Clerf, am 22. Oktober 1881 die Offizin im Hause Netzer, an der Ecke Luxemburger- und Bastnacherstraße gelegen, in demselben Haus, das Dr. Peter Schmit in den Jahren 1835-1867 bewohnt hatte. Die dort untergebrachte Apotheke wurde seither von folgenden Apothekern geführt:

<i>Alphonse HECK</i>	1881-1902
<i>Joseph CHAMPAGNE</i>	1902-1945
<i>Félix PETRY</i>	1945-1978
<i>Nic WILHELM</i>	1979-
<i>Nicole WILHELM-PETRY</i>	

Eine „Droguerie“ führten in Ettelbrück die Apotheker:

<i>Charles ZIMMER</i>	1921-1935
<i>Jos MEYERS</i>	1935-1970

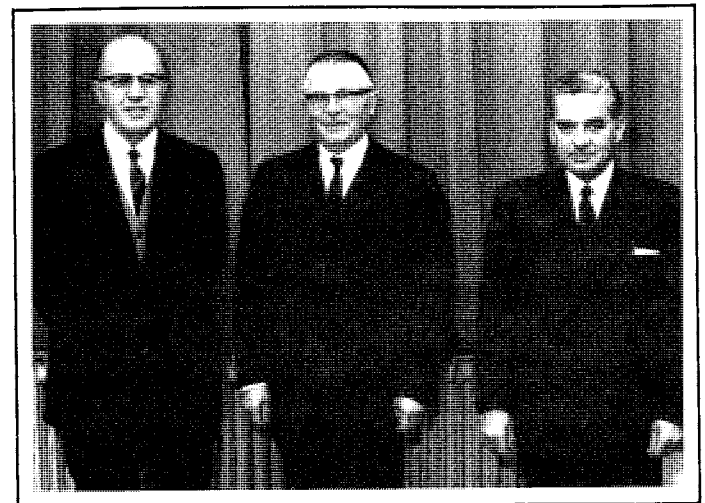


J.H. Wilhelm Krombach

Fotosammlung: Arthur Muller

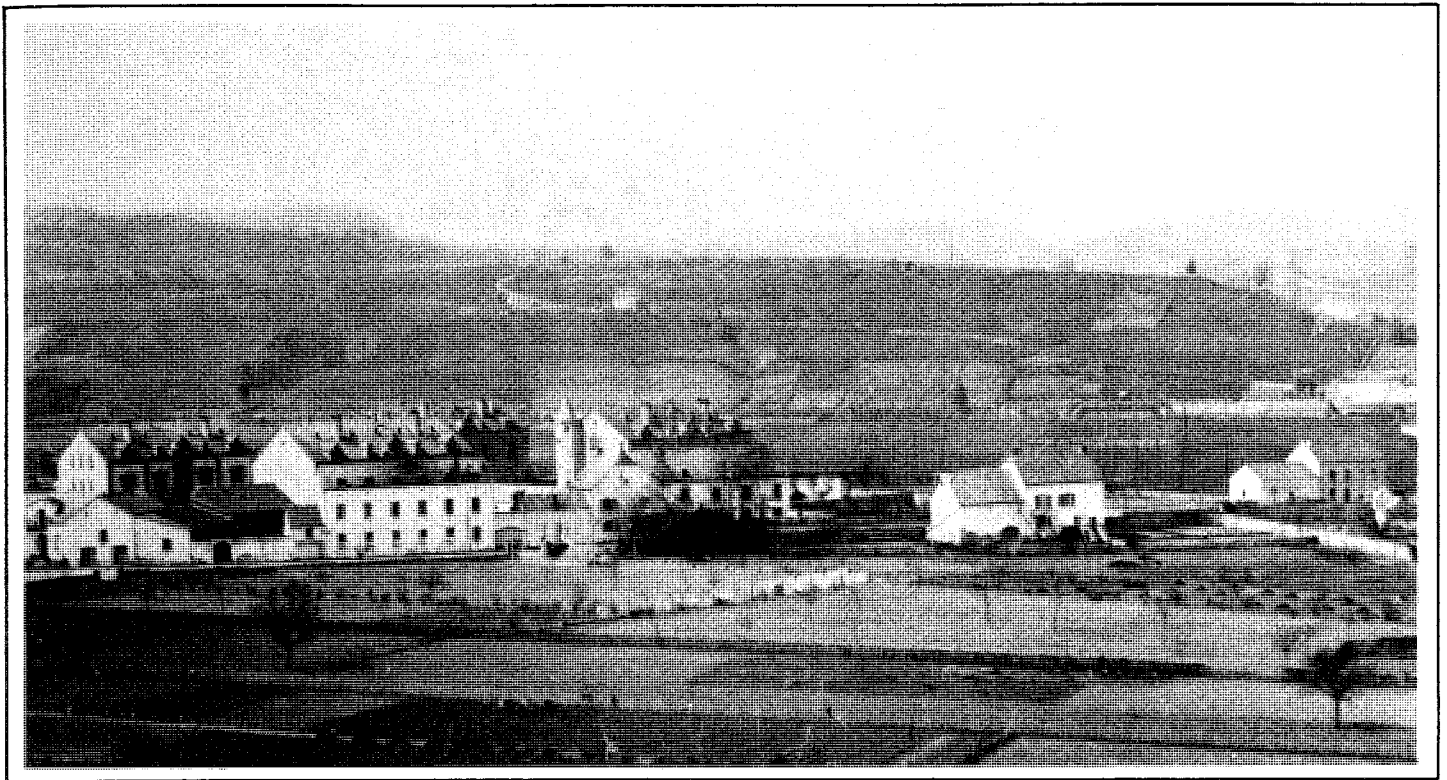
Heinrich J.S. Krombach

Fotosammlung: Arthur Muller



1969: Die Apotheker Jos Meyers, J.-P. Thilges und Félix Petry

Foto: Dr Jos. Mersch



Das Zentralhospiz um 1890

Fotosammlung: Arthur Müller

## Das Zentralhospiz

Ein weiterer großer Schritt erfolgte durch den großherzoglichen Beschluß vom 10. April 1855 unter Großherzog Wilhelm III. und Prinzregent Heinrich, als ein nationales Zentralhospiz in der 1848 freigewordenen Artilleriekaserne, jenseits der Alzettebrücke, geschaffen wurde. Dieses Hospiz war in seinen Anfängen alles andere als eine willkommene Einrichtung, war es doch vorerst ein Sammelplatz zur Aufnahme einerseits der am Rande der Gesellschaft lebenden Mitbürger, wie Bettler und Landstreicher, andererseits für schwer Körperbehinderte, Geisteskranke, Greise und Waisenkinder, deren Aufenthalt in Familien zu einer unerträglichen Last geworden war.

Der Sanitätsdienst konnte laut Gesetz einem Arzt für allgemeine Krankheiten und einem Chirurgen anvertraut werden. Beide Dienste konnten auch von ein und derselben Person übernommen werden. Die hier ernannten Ärzte waren allein für die Behandlung der Kranken und die Verschreibung von Medikamenten und Diäten zuständig.

Das neugeschaffene Zentralhospiz war für die Aufnahme von 100 Personen, 55 Männer und 45 Frauen, eingerichtet. Es unterstand einer fünfköpfigen Überwachungskommission, deren erster Präsident Notar J.P. Salentiny war. Am 31. Dezember 1855 beherbergte es schon 44 Pensionäre, davon 13 körperbehinderte Erwachsene, 11 Geisteskranke und 20 Waisenkinder. Während Pfarrer Stephan MERSCH sich der religiösen Fürsorge widmete, übernahm der Ettelbrücker Arzt Dr. Pierre SCHMIT die ärztliche Betreuung.

Zum Verwaltungsdirektor war der aus Mersch stammende Steuereinnahmer Claude MULLER ernannt worden, während 4 Schwestern vom Orden der hl. Elisabeth, ein Krankenwärter und eine Haushälterin die Insassen betreuten.

Es war dies der Beginn einer nun kontinuierlichen Entwicklung im lokalen Krankenwesen, die in ihren Anfängen nur durch sehr spärliche Staatszuschüsse gefördert werden konnte, da unser junges, in die Unabhängigkeit entlassenes Land, sich in einer allgemein schlechten Wirtschaftslage befand. Dem bewundernswerten Opfergeist und dem unentwegten Idealismus des damaligen Pflegepersonals war es zu verdanken, daß diese Institution im Dienste des ganzen Landes überleben konnte. Anfänglich entbehrte das Zentralhospiz jeglicher Wertschätzung, obschon seine Insassen aus allen Schichten unserer Bevölkerung dort Aufnahme fanden und hierdurch so manch unglücklicher Familie eine unschätzbare Erleichterung verschafft werden konnte. Unerklärlich scheint die noch gelegentlich abfällige Äußerung unüberlegter Bürger, die sich bei bestimmten Anlässen dazu berufen fühlen, Ettelbrück, gerade wegen dieser eminent sozialen Einrichtung, mit Geringschätzung abzutun.

Anfang 1860 beherbergte das Hospiz 220 Personen, darunter 65 Geisteskranke, 17 Epileptiker und 16 geistig Handikapierte. Der Rest setzte sich aus mehr oder weniger asozialen Elementen zusammen. 1863 hatten 27 ihrem Schicksal überlassene Kinder, die dem Vagabundentum verfallen waren, hier eine bleibende Unterkunft gefunden. Durch die wachsende Überbelegung der dürftig eingerichteten Räumlichkeiten, trat eine merkliche Verschlechterung der sanitären Lage ein. Im Jahre 1864 starben 36 Insassen von 236 an den Folgen einer das ganze Jahr über dauernden Typhusepidemie. Als im Februar 1866 die Cholera ausgebrochen war, gab es 11 Tote in Ettelbrück. Das Zentralhospiz jedoch blieb infolge vorsorglicher Desinfizierungsmaßnahmen verschont.

Obschon der Aufgabenbereich des Zentralhospizes sich neben der Betreuung von Armen und Verwaorlosten auch

auf die Aufnahme von Geisteskranken erstreckte, wurde die Behandlung der Geisteskranken in unserem Lande erst durch das Gesetz vom 7. Juli 1880 und das Reglement vom 1. Dezember desselben Jahres geregelt. Man hatte festgestellt, daß durch eine angemessene ärztliche Fürsorge und Betreuung der Zustand des Geisteskranken, wenn auch nicht völlig geheilt, so doch wesentlich verbessert werden konnte. In Zukunft sollte sich die Aufnahme in die Ettelbrücker Anstalt ausschließlich auf Geisteskranke beschränken. Die übrigen Insassen wurden allmählich ins Rhamospiz nach Luxemburg gebracht.

Durch Gesetz vom 8. Juni 1901 wurde das Zentralhospiz zur Heilanstalt (Maison de Santé). Die 423 Insassen wurden damals vom Arzt-Direktor Dr. Ad. BUFFET, dem beigeordneten Arzt Dr. Lucien BUFFET, einem Oberpfleger, 8 Pflegern, 3 Hilfspflegern, 10 Ordensschwwestern der hl. Elisabeth und 8 Hilfspflegerinnen betreut.

Schon ab 1864 waren im Laufe der Jahre neue Pavillons gebaut worden. Durch das Gesetz vom 25.3.1902 konnte das etwa 10 ha große Gelände zwischen der Hauptstraße Ettelbrück - Luxemburg und der Eisenbahnlinie erworben werden. Staatsarchitekt Sosthène Weis entwarf die Pläne von 7 neuen Pavillons, die von 1902-1910 erbaut wurden. Unter diesen hebt sich noch heute das Verwaltungsgebäude mit der Aufschrift: „Salus Aegrorum Suprema Lex“, besonders hervor. Diese Neukonstruktionen wurden mit Heizungsanlagen, Wasserleitungsanschluß und mit elektrischem Licht versehen, eine für diese Zeit sehr beachtliche Verbesserung.

Während von 1910 bis 1937, trotz Zuwachses der Insassen von 494 auf 731, keine größeren Bauvorhaben ausgeführt wurden, bemühte sich die Direktion um die Verbesserung der medizinischen Dienstleistungen. Durch ministeriellen Beschluß vom 31.8.1931 wurde die neurologische Abteilung geschaffen. Ab 1933 wurde den Anstaltsinsassen eine regelmäßige zahnärztliche Behandlung zuteil.

Der im Jahr 1937 begonnene Bau der zwei großen Pavillons im Deich wurde durch den Ausbruch des 2. Weltkrieges unterbrochen. Nach Kriegsende waren in den noch im Rohbau befindlichen Gebäuden zeitweise deutsche Kriegsgefangene untergebracht. Erst 1952 wurde der Männerpavillon und 1954 derjenige der Frauen bezugfähig. Der im August 1947 durch eine Feuersbrunst total zerstörte Frauenpavillon III konnte nach einem Neubau mit Laboratorium, Büroräumen und Festsaal im Jahre 1952 wieder seiner Bestimmung übergeben werden.

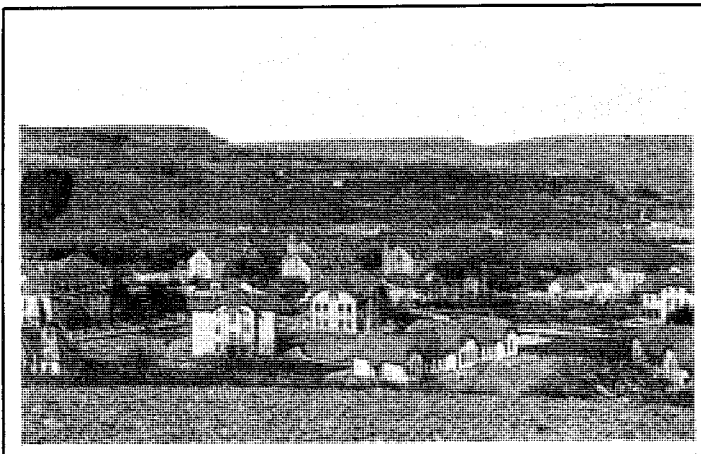
1950 war ein Operationssaal für die Neurochirurgie eingerichtet worden, so daß seither hier Gehirnoperationen ausgeführt werden können.

Um die stetig anwachsende Zahl der Kranken aufnehmen zu können, die mit 1.235 Insassen im März 1975 ihren Höhenpunkt erreichte, war 1971 das achtstöckige Hochhaus im Deich und ein weiterer vierstöckiger Neubau, die Orangerie, im Jahre 1982 eröffnet worden.

1974 war die Heilanstalt in ein „Hôpital Neuropsychiatrique de l'Etat“ umbenannt worden.

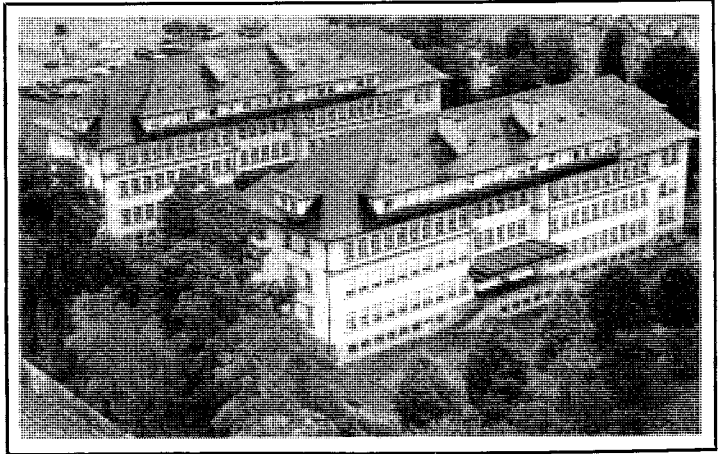
a) Die Neubauten 1902-1910

Coll.: A. Muller

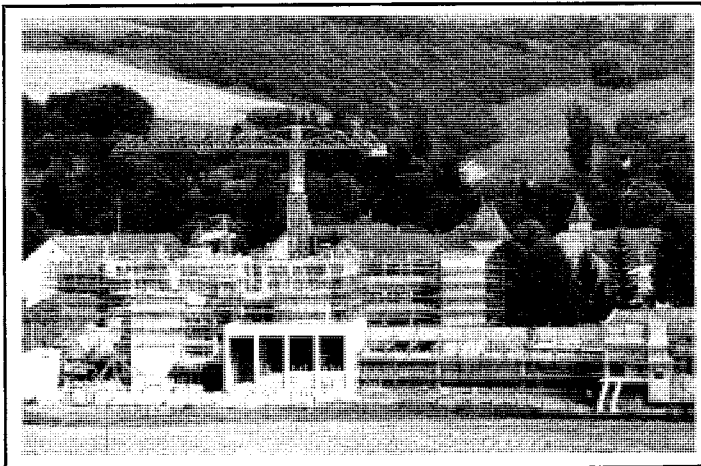


c) Männer- und Frauenpavillon (1952 und 1954)

Foto: Paul Faber

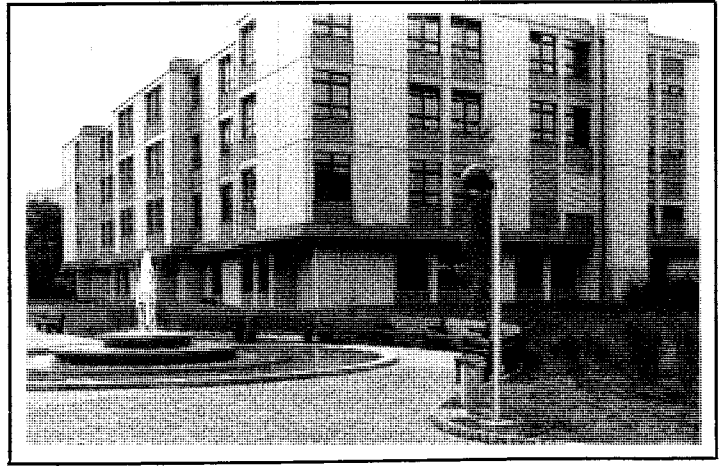


b) Das Hochhaus im Wachsen (Juni 1965)



d) „Die Orangerie“ (1982)

Foto: Arthur Muller



Bis zum 31. Dezember 1988 konnte die Zahl der Patienten (inklusive CTU Useldingen) auf 751 gesenkt werden.

Am 21. November 1855 hatten vier Schwestern des Ordens der hl. Elisabeth die Betreuung der Insassen übernommen. Ihre Aufgabe bestand anfänglich in der Beköstigung, der Kleiderinstandsetzung und der Wäsche der Pensionäre. Später wurde dieselbe durch die Mitarbeit in der Röntgenabteilung und in den EKG-Untersuchungen erweitert.

Infolge mangelnden Nachwuchses sah sich der Orden, der zeitweise mit der Höchstzahl von 26 Schwestern während der Ardennenoffensive 669 Kranke betreute, dazu gezwungen, ab 1. Februar 1989 seine Dienste in der Ettelbrücker Heilanstalt einzustellen.

In Gegenwart der Generaloberin des Ordens der hl. Elisabeth, Schwester Marie Albert, der Gemeinschaftsvorsteherin Schwester Euphrosia und der vier Schwestern die bis zuletzt im HNPE tätig waren, fand am 3. Februar 1989 ein feierlicher Dankgottesdienst statt.

Zahlreiche Persönlichkeiten hielten darauf, den ehrwürdigen Schwestern des Ordens der hl. Elisabeth für den 133-jährigen, selbstlosen Einsatz im Dienst der Geisteskranken ihren tiefempfundenen Dank auszudrücken. Der Ettelbrücker Député-Maire Edouard JUNCKER, Dr. Jos KOHL, Direktor der Santé, Dr. Jean-Jacques MEISCH, Direktor des HNPE, Dr. Jean HEIN, Ehrendirektor, Jean REUTER, Verwaltungschef, sowie zahlreiche aktive und pensionierte Mitglieder des Personals waren während des Gottesdienstes anwesend, der vom Anstaltsgeistlichen Joseph REUTER und von Abbé Gustave WEIS konzelebriert wurde. Die Eucharistiefeier wurde von Sängern aus den Reihen des Personals und der Lyra unter Leitung von Alphonse THOMA und dem Organisten Tom SCHREINER mitgestaltet.

In der anschließenden Abschiedsfeier bedauerte man allseits das Fortgehen der ehrwürdigen Ordensschwestern. Direktor Dr. Jean-Jacques MEISCH dankte der Schwesterngemeinschaft für ihre langjährigen, unentgeltlich geleisteten Dienste und unterstrich ihre stets vorbildliche Mitarbeit. Dr. Jos KOHL überbrachte den Dank der Regierung, während Bürgermeister Ed. Juncker, im Namen der Ettelbrücker Gemeindeverwaltung und der Bevölkerung, den scheidenden Schwestern seine höchste Anerkennung entgegenbrachte.

Zu Beginn des Jahres 1989 und nach dem Abgang der ehrwürdigen Ordensschwestern setzt sich das Personal des „Hôpital Neuro-Psychiatrique“ wie folgt zusammen:

1 Arzt-Direktor:	Dr. Jean-Jacques Meisch
1 Beigeordneter Direktor:	Dr. Jean-Marie Spautz
4 Abteilungsärzte:	Dr. Roland Hirsch Dr. Jean-Jacques Wirtz Dr. Gérard Bauer Dr. Ferd Kasel
3 Psychiater:	Dr. Istvan Gyerman Dr. Risto Ljubibratic Dr. Patrick Gondoin Dr. Jean-Claude Leners
1 Generalist:	
11 Psychologen	
2 Kinésitherapeuten	
1 Ergotherapeut	
7 Sozialfürsorger(innen)	
17 Beamte/Angestellte	
149 Pfleger/Pflegerinnen	
105 Hilfspfleger/Hilfspflegerinnen	
15 Handwerker	
<hr/>	
317 Total	

## Direktoren der Heilanstalt

- Claude MULLER  
Direktor: 19.04.1855 - 09.03.1883†
- Dr. Adolphe BUFFET  
Arzt-Direktor: 21.03.1883 - 12.11.1904
- Dr. Lucien BUFFET  
Arzt-Direktor: 12.11.1904 - 18.07.1929
- Dr. Albert HANSEN  
Arzt-Direktor: 13.11.1930 - 1.11.1942
- Dr. Heinrich SCHAEFGEN  
Obermedizinalrat: Nov. 1942-Sept. 1944
- Dr. Albert HANSEN  
Arzt-Direktor: Sept. 1944 - 18.01.1946
- Dr. Ernest STUMPER  
Arzt-Direktor: 25.03.1946 - 30.6.1958
- Dr. Léon MISCHO  
Arzt-Direktor: 1.7.1958 - 31.7.1972
- Dr. Jean HEIN  
Arzt-Direktor: 01.08.1972 - 26.05.1981
- Dr. Jean-Jacques MEISCH  
Arzt-Direktor: 01.06.1981 -

## Ärzte in der Heilanstalt

Dr. Pierre SCHMIT	20.09.1855-	1866
Dr. August HOFFMANN	8.06.1866-	26.04.1875
Dr. Adolphe BUFFET	30.04.1875-	12.11.1904
Dr. Lucien BUFFET	6.05.1896-	18.07.1929
Dr. Albert HANSEN	5.11.1912-	18.01.1946
Dr. Eloi WELTER	1.02.1919-	20.06.1927
Dr. Ernest STUMPER	15.10.1929-	30.06.1958
Dr. Léon MISCHO	15.06.1938-	31.07.1972
Dr. Roger NOESEN	1.09.1946-	1.09.1950
Dr. Jean HEIN	1.09.1950-	26.05.1981
Dr. Gaston KERGER	25.08.1958-	31.12.1985
Dr. Fernand HASTERT	1.10.1959-	1963
Dr. Jules MOLITOR	1.08.1964-	1965
Dr. Micheline HETTO	1.10.1964-	3.04.1968
Dr. Fernand MONTBRUN	17.05.1971-	29.02.1976
Dr. Jean-Jacques MEISCH	1.11.1974-	
Dr. Istvan GYERMAN	1.10.1976-	
Dr. Risto LJUBIBRATIC	1.12.1976-	
Dr. Chrétien JACOBY	1.02.1979-	1.09.1980
Dr. Pierre CASTELAIN	1.07.1979-	1.02.1983
Dr. Patrick GONDOIN	1.12.1980-	
Dr. Jean-Claude LENERS	1.11.1981-	
Dr. Jean-Marie SPAUTZ	1.12.1981-	
Dr. Roland HIRSCH	1.12.1982-	
Dr. Jean-Jacques WIRTZ	1.09.1984-	
Dr. Gérard BAUER	1.11.1986-	
Dr. Ferd KASEL	1.06.1987-	

Parallel zur staatlichen Heilanstalt entwickelte sich das lokale Gesundheitswesen auf privater und kommunaler Ebene. Dazu trugen die relativ guten Straßenverbindungen, sowie der 1862 erfolgte Eisenbahnanschluß wesentlich bei. In der vom Handel und Gewerbe begünstigten Ortschaft wurden in ununterbrochener Reihenfolge kompetente Ärzte selbsthaft. Sie genossen weit über Ettelbrück

hinaus hohes Ansehen in der Bevölkerung und schufen die erforderlichen Voraussetzungen, die Stadt zum bedeutendsten Heilzentrum nördlich der Hauptstadt heranwachsen zu lassen. Als Schwerpunkte der etappenweisen Entwicklung des lokalen Sanitätswesens sind hervorzuheben:

- |  |   |
|--|---|
| 1. Ausbau der ärztlichen Armenpflege   | 9. Die Einführung eines Schularztdienstes (1921)  |
| 2. Gründung des Wohltätigkeitsbüros (Gemeindegesezt 1843)                    | 10. Die Beratungsstelle des „Roten Kreuzes“ mit allen sich später angliedernden Dienstleistungen (1928).            |
| 3. Sanitäre Maßnahmen im Kampfe gegen die Cholera (1860-1900)                | 11. Die private Entbindungsanstalt von Dr. Oberlinkels (1937)   |
| 4. Die ambulante Krankenpflege der Ordensschwestern der hl. Elisabeth (1898) | 12. Die ersehnte Gründung der ersten Ettelbrücker Klinik St-Louis durch Dr. Charles Marx (1936)                     |
| 5. Die Niederlassung der ersten Zahnärzte (1906)                             | 13. Die Übernahme der Klinik St-Louis durch die Gemeinde und deren Umbenennung in „Clinique Dr Charles Marx“ (1948) |
| 6. Gründung des Krankenhausvereines (1908)                                   | 14. Die feierliche Eröffnung der neuen Clinique St-Louis (23.11.1963)   |
| 7. Schaffung des Krankenhauses St-Joseph im Lärchen (1911)                   |   |
| 8. Die Gründung einer Fürsorgestelle der Liga gegen die Tuberkulose (1910)   |   |

## Die ärztliche Armenpflege

Infolge einer überaus großen Zahl von Altersschwachen und Unbemittelten in unserer Gemeinde sahen sich die Lokalbehörden veranlaßt, allen Bedürftigen und Kranken eine angemessene Pflege zu vermitteln. Ein „Armenarzt“ und Krankenschwestern, deren Honorare aus der Gemeindekasse oder vom Wohltätigkeitsamt bezahlt wurden, waren damit beauftragt, sich dieser mittellosen Bürger anzunehmen. Als vom Gemeinderat ernannte „Armenärzte“ wirkten:

Dr. Matthias BIVER	1829-1831
Richard CORNELLY	1829-1837
Dr. L.Ch. TEDESCO	1831-1835
Dr. Pierre SCHMIT	1835-1864
Dr. August HOFFMANN	1865-1870
Dr. Gustav HERR	1870-1902
Dr. Vict. FEYDER	1902-1907

Im Jahre 1907 wurde auf Vorschlag der drei in Ettelbrück praktizierenden Ärzte Dr. Feyder, Dr. Prosp. Schumacher und Dr. Phil. Nepper, mit Genehmigung des Gemeinderates und des Wohltätigkeitsamtes, die freie Auswahl ihres Arztes allen Hilfsbedürftigen gestattet. Jedem Arzt wurde eine Liste der Bürger zugestellt, die Anspruch auf eine kostenlose ärztliche Behandlung erheben durften. Der zu diesem Zweck bewilligte Kredit sollte im Verhältnis zu den vom Arzt geleisteten Krankenbesuchen verteilt werden.

Da all die Jahre hindurch die diesbezüglichen Ausgaben eine schwere finanzielle Belastung für das Gemeindebudget darstellten, reifte allmählich die Idee zur Gründung eines Gemeindepitalhauses.

Am 7. Mai 1888 ersuchte der Gemeinderat die Oberbehörde um die Erlaubnis, mit Hilfe der Geldschenkungen

verschiedener Spender in Höhe von 18.000 F, zusätzlich einer solchen von 2.000 F des Barons de Blochausen, zur Errichtung eines Zivillospizes, das Haus Wilhelm Meder-Hansen zum Preise von 20.000 F erwerben zu dürfen. Dasselbe sollte unter der Kontrolle der Verantwortlichen des Wohltätigkeitsbüros verwaltet und von zwei Ordensschwestern geleitet werden. (Soeurs de Charité). Jedoch blieb dieser Initiative der gewünschte Erfolg versagt.

Am 26. Januar 1896 kam in einer einberufenen Bürgerversammlung die Gründung eines Gemeindepitalhauses abermals zur Sprache. Bürgermeister Emile SALENTINY bestätigte, daß die Ausgaben zur Behandlung der zahlreichen mittellosen Altersschwachen und Kranken die Gemeindekasse stark belasteten. Die Gründung eines Gemeindepitalhauses ähnlich derjenigen in Pfaffenthal, Echtenach, Grevenmacher und Wiltz, würde die finanziellen Möglichkeiten der Gemeinde bei weitem übersteigern. Seiner Meinung nach könnten nur wohlthätige Stiftungen von Kapitalien und Immobilien begüterter Ettelbrücker Bürger, auch von solchen die im Ausland lebten, die Verwirklichung des Projektes ermöglichen. Derjenige der durch eine erste namhafte Stiftung von Kapital oder Immobilien zur Anlage des Hospizes die Anregung gäbe, dessen Name würde ins goldene Buch der „Stadt“ Ettelbrück eingetragen werden. Darüberhinaus sollte es ein Gemeinschaftswerk aller Bürger der Gemeinde werden, die im Verhältnis ihrer finanziellen Mittel dazu beitragen sollten. Zur Untermauerung dieser Initiative erwähnte er den Artikelschreiber in der damaligen „Ettelbrücker Zeitung“, Professor A. KUNNEN, mit einem Auszug aus Victor Hugos Roman „Notre-Dame de Paris“:

„Les plus grands produits de l'architecture sont moins des oeuvres individuelles que des oeuvres sociales, auxquelles chaque individu apporte sa pierre.“



## Der ambulante Krankendienst

Im Jahre 1898 ließen sich, auf Initiative des Pfarrers H. Müller, die Ordensschwwestern der hl. Elisabeth im sogenannten Antoniushaus am Kirchplatz nieder. Sie stellten sich in den Krankendienst aller Ettelbrücker Bürger. Ihr Aufgabenbereich nahm in solchem Maß zu, daß unter ihrer ersten Oberin Schwester Irmina, geb. Maria Reyland aus Stegen, die kleine Gemeinschaft von 2 auf 4 Personen erhöht wurde. Seit nunmehr 90 Jahren wirkt dieser Orden der Barmherzigkeit in unserer Mitte, steht hilfsbedürftigen oder durch Sterbefall schwer geprägten Familien zu Diensten und leistet in Pfarrkirche und bei Gottesdiensten unentbehrliche Mitarbeit.

Foto: Arthur Müller



## Der Krankenhausverein

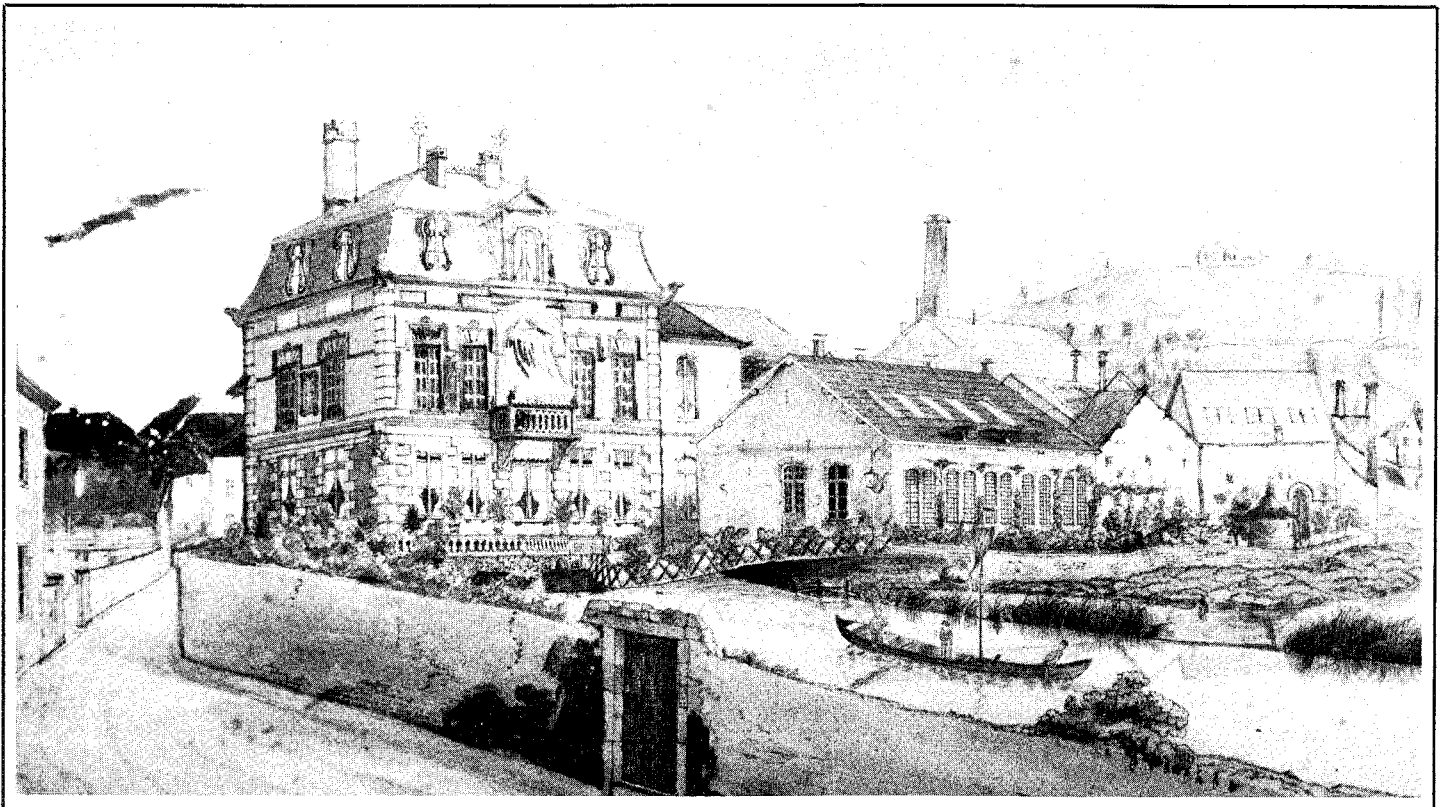
Der Spendenaufruf zur Gründung eines Spitals fand im Jahre 1900 einen ersten Widerhall. Die Dame Joséphine Schaar, Witwe von Mathias Knepper, vermachte ihrer Heimatgemeinde ihr ganzes Vermögen unter der Bedingung, in ihrem Wohnhaus in der Warkenerstraße ein Zivilhospiz zur Pflege notleidender Kranker einzurichten. Leider erwiesen sich die Räumlichkeiten zu diesem Zwecke als ungeeignet, so daß das Vermögen in der Voraussicht einer geeigneteren Lösung auf später verspart wurde.

Weitere Initiativen wurden im Jahre 1907 im Namen des „provisorischen Komitees des Ettelbrücker Krankenhausvereines“ durch edelgesinnte Damen und durch Dr. Prosper Schumacher unternommen. Mittels Hauskollekten suchten sie die Errichtung einer städtischen Klinik voranzutreiben. Am 5. August 1908 wurde der Krankenhausverein gegründet und gesetzlich anerkannt. Eine Broschüre, von der allerdings kein Exemplar mehr aufzufinden ist, wurde unter die Bevölkerung verteilt. Während zahlreiche Ettelbrücker Wohltätigkeitsveranstaltungen die Kasse des

Krankenhausvereines speisten, äußerten zur selben Zeit die Ordensschwwestern der hl. Elisabeth die Absicht, ebenfalls ein Spital zu errichten. Am 24. April 1909 erteilte der Gemeinderat ihnen die Genehmigung zum Ankauf eines Baugeländes „auf dem Bichel“. Über dieses Geländestück mit den drei Hochbauten führt heute der Verbindungsweg zwischen Kneppchen und der Bastnacherstraße vorbei.

Trotz der nicht zu übersehenden Rivalität wurde am 11. März 1911, nachdem das „Collège Médical“ in Luxemburg dazu ein günstiges Gutachten abgegeben hatte, das „St.-Joseph-Spital“ in der früheren Villa Godchaux im Lärchen, nahe am Alzetteweher eröffnet. Am 14. November 1912 stattete Großherzogin Marie-Adelheid dem Krankenhaus einen Besuch ab.

Das noch erhaltene Kassenbuch ermöglicht es, die Tätigkeit des Krankenhausvereines und des „Hôpital St-Joseph“ vom Januar 1908 bis zum 31. September 1914 zu verfolgen. Mit Beginn des Ersten Weltkrieges mußte derselbe seine Tätigkeit einstellen.



Das Krankenhaus „St-Joseph“

Fotosammlung: Arthur Müller

Die wirtschaftlich günstige Entwicklung Ettelbrücks um die Jahrhundertwende, sowie die privat unternommenen Schritte zur Gründung eines Hospizes hatten zu den

schönsten Hoffnungen berechtigt. Es sollte jedoch noch genau 40 Jahre dauern, bis diese Idee ihre endgültige Verwirklichung erfuhr.

---

## Zahnärzte

Um die Mitte des 18. Jahrhunderts trat die zahnärztliche Heilkunst wieder ans Tageslicht, nachdem sie seit dem Untergang des Römerreiches im fünften Jahrhundert in der Finsternis des Mittelalters zugrunde gegangen war. Sie wurde hauptsächlich von Marktschreibern, Gauklern, Scharlatanen und Dorfschmieden ausgeübt.

War im Jahre 1803 die Ausübung der Heilkunst durch das Gesetz vom 19. Ventôse an XI geregelt worden, so sollte durch Gesetz vom 12. März 1818 ebenfalls eine Regelung für die Zahnärzte erreicht werden.

Da aber zu dieser Zeit nur ein einziger Luxemburger die Bedingungen erfüllte, übten zeitweise Praktiker aus Trier und Metz ihren Beruf im Lande aus. So gab es im Jahre 1855, nach einer Aufstellung der in Luxemburg ermächtigten Personen zur Ausübung der Heilkunst, nur zwei ausländische Zahnärzte. Im Jahre 1904 verfügte das ganze Luxemburger Land über nur 7 ermächtigte Zahnärzte.

Nach jahrelangen Zwistigkeiten über die genaue Auslegung des Gesetzes zur Anerkennung der Zahnärzte bestimmte das Gesetz vom 16. Mai 1891 über deren Zulassung. Dasselbe wurde 1939 durch das Gesetz über die Verleihung der Grade (Collation des grades) in dem Sinne geändert, daß nach erfolgreichen Studien von einem Jahr Oberkurse (cours supérieurs), zwei Jahren allgemeiner Medizinstudien und drei weiteren zahnärztli-

chen Studienjahren dem erfolgreichen Kandidaten der Dokortitel in der Zahnartzkunde zuerkannt wurde.

Am 1. Dezember 1906 erhielt Ettelbrück mit Dr. Theodor Eugen LAHR seinen ersten Zahnarzt. Als Apotheker Henry HECK am 26. Mai 1907 ebenfalls sein Zahnarzt Diplom erworben hatte, etablierte er sich in der Sebastianstraße, gegenüber dem neuerbauten Stadthaus. Nach dem leider allzufrühen Tode des Zahnarztes LAHR im Alter von nur 30 Jahren, nahm Zahnarzt Dr. Eugène WELTER im Jahre 1914 seine Praxis in der Kirchstraße (heutige Praxis von Dr. Pierre Brück) auf. Seither darf die Stadt Ettelbrück sich glücklich schätzen, im Norden des Landes ein Zentralpunkt zahnärztlicher Behandlung zu sein.

1. Dr. LAHR Eugène Théod.	1.12.1906-	9. 1.1914
2. Dr. HECK Henri	1907-10.	5.1916
3. Dr. WELTER Eugène		1914-1946
4. Dr. WEBER Jean	26. 7.1916-18.	1.1948
5. Dr. DEITZ Ernest	14.10.1922-	2. 1.1973
6. Dr. COLBACH Auguste	10. 1.1927-1974	
7. Dr. KAYSER Henri	24. 3.1936-13.12.1983	
8. Dr. MERSCH Jos Pierre (M. F. retr.)	Juni 1945-1974	M. F. 1974- 1. 4.1981
9. Dr. DEITZ Lucien		1955-
10. Dr. COLBACH Alex	15.10.1969-	
11. Dr. ANGELSBERG Raymond	18. 2.1981-	
12. Dr. BEYSER Claudine	19. 7.1983-	
13. Dr. WEBER Jean-Claude	20. 5.1985-	
14. Dr. BUTTI André	19. 8.1987-	
15. Dr. PLEIN Annick		1.12.1987-
16. Dr. SCHREINER Marc	26.10.1988-	

---

## Liga gegen die Tuberkulose

In dieser sanitätsbewußten Periode des beginnenden 20. Jahrhunderts, wo die Tuberkulose ihre verheerende Wirkung in allen Schichten der Bevölkerung hinterließ, wurde am 5. April 1908 durch Privatinitiative die Liga gegen die Tuberkulose in der Hauptstadt gegründet. Ihr Ziel war es, durch vorbeugende und heilkundige Maßnahmen diese damals sehr gefürchtete Krankheit zu bekämpfen und durch freiwillige Geldspenden allen Unbemittelten den kostspieligen, jedoch unvermeidlichen Kuraufenthalt zu ermöglichen. Als weitere Wirkungskreise dieser Präventivmedizin nahmen Esch/Alzette im Süden und Ettelbrück im Norden 1910 ihre Tätigkeit auf. Zentrumsleiter in Ettelbrück wurde Dr. Prosper Schumacher. Als dieser im Jahre 1929 zum Direktor des Viandener Sanatoriums ernannt wurde, wo ihm Dr. Theodor Backes aus Ettelbrück zur Seite stand, übernahm Dr. Jos Meiers bis 1940 die Leitung des Anti-Tuberkulose-Zentrums.

Zur Aufrechterhaltung dieses ungemein wichtigen Sanitätsdienstes war die für diese Krankheit speziell ausgebildete Fürsorgerin Fräulein Anna STIRN an das Ettelbrücker Dispensaire verpflichtet worden. Ihrer neunjährigen Pioniertätigkeit in den damals noch teilweise schwer zugäng-

lichen Ardennen-Dörfern war ein aussichtsvoller Erfolg beschieden. Die Fürsorgerin Nelly REDING, die 1945 nach Echternach verzog, trat ihre Nachfolge an.

Mit großer Bestürzung wurde der allzu frühe Tod von Anna STIRN wahrgenommen. Sie hatte sich große Verdienste bei der Aufspürung der Kranken und der Überwachung der Familien in den Kantonen Diekirch, Vianden und Clerf erworben. Im ihr gewidmeten Nachruf heißt es:

„Sa conscience et son ardeur au travail lui faisaient parfois dépasser ses forces. Le comité de la Ligue, qui savait qu'on ne peut avancer que pas à pas, essayait en vain de modérer cette auxiliaire trop zélée. Regrettée par tous ceux qui l'ont connue, elle reste un bel exemple de dévouement professionnel pour toutes ses compagnes.“

Während des 2. Weltkrieges waren alle Dispensaires von den Nazis geschlossen worden. Ab 1946 übernahm Dr. Nic Huberty die Leitung der wiedereröffneten Ettelbrücker Filiale, die nun in sechs Räumen der neu benannten Klinik „Dr Charles Marx“ eingerichtet worden war. Erst am 6. November 1950 fand die offizielle Einweihung statt. Die Resultate der vorbeugenden Maßnahmen gegen die Tuberkulose sind seither so ermutigend, daß dieses gefürchtete Übel auf ein Mindestmaß von Krankheitsfällen zurückgedrängt werden konnte.

## Eine zufriedenstellende Lösung: bahnt sich an

Durch entbehrungsreiche Kriegsjahre in seinen Initiativen gebremst, gab der Gemeinderat dennoch die Hoffnung auf eine städtische Klinik nicht auf. Im Staatsbudget von 1926 war durch die Regierung Prüm, und gemäß eines Gesetzesantrages des Ettelbrücker Deputierten Franz Erpelding, ein Kredit von 50.000 F zur Errichtung einer Nervenlinik im Bereich der Ettelbrücker Heilanstalt vorgesehen. Am 25. November 1926 ersuchte der Gemeinderat die Regierung, dem Gesetzesprojekt eine möglichst baldige Wirkung zu verschaffen.

Auf Bestreben von Frau Félicie Schlessler, Ehefrau von Franz Erpelding, welche als eine der ersten Frauen des Landes in einem Gemeinderat amtierte (1921 bis 1928), bat der Gemeinderat die Regierung, der Stadt Ettelbrück ein verfügbares Pavillon der Heilanstalt zum Betrieb einer allgemeinen Klinik zu überlassen. Letztere Forderung wurde folgendermaßen begründet:

- „In Erwägung, daß die Stadt Ettelbrück gemäß ihrer Bevölkerungszahl eine allgemeine Klinik für Heilbedürftige benötigt;
- Daß unter den jetzigen Verhältnissen, die Bevölkerung der Stadt Ettelbrück und des gesamten Nordens schwer in gesundheitlicher und finanzieller Hinsicht geschädigt ist;

- Daß nämlich in schwierigen und dringlichen Fällen, kostenspielige, langwierige und oft sogar das Leben der Patienten gefährdende Reisen nach den hauptstädtischen Kliniken sich aufdrängen;
- Daß speziell das Interesse der Ärzteschaft, nicht allein der Stadt Ettelbrück, sondern des Nordbezirks, die beschleunigte Lösung der Frage erheischt;

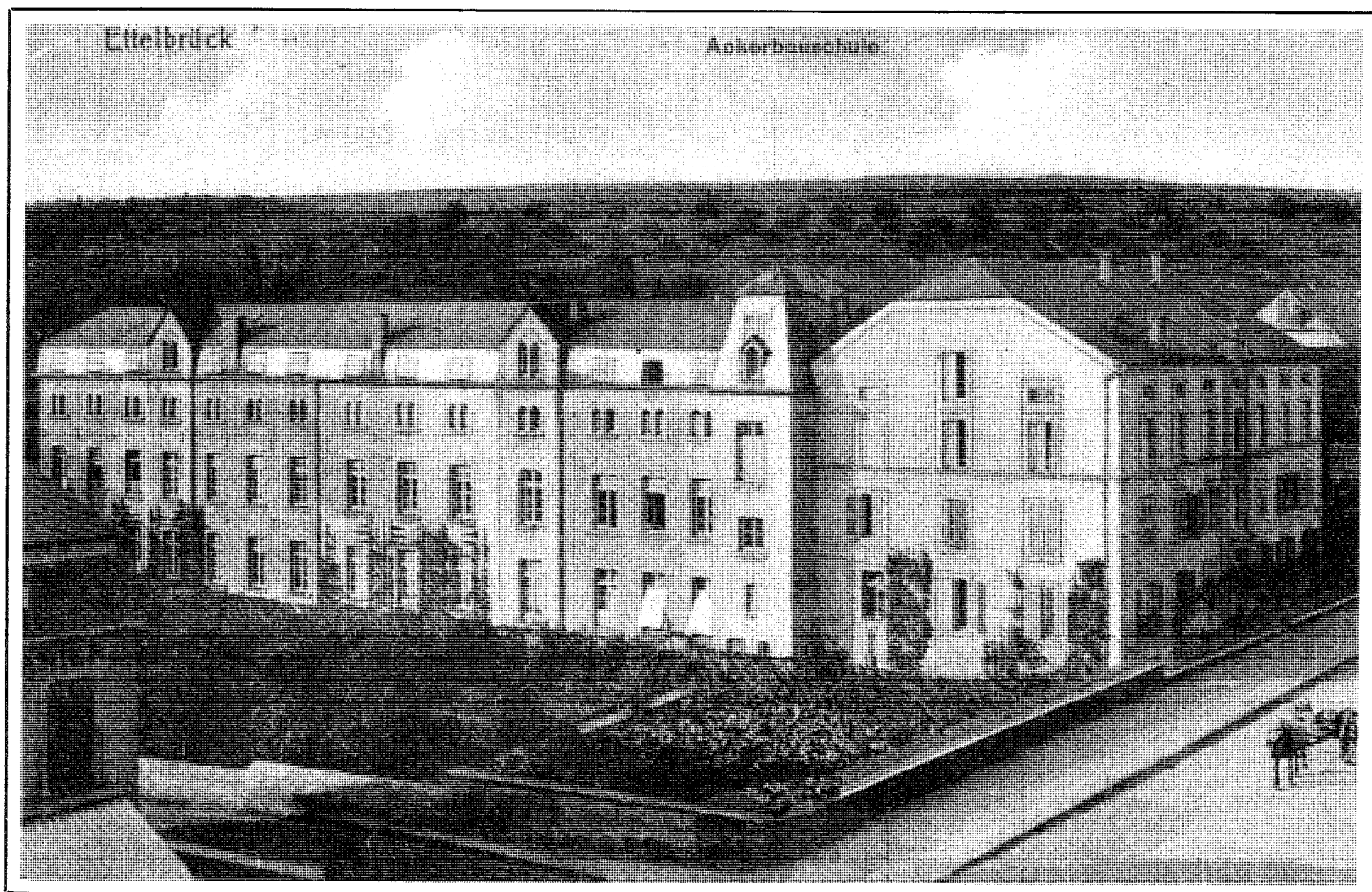
Beschließt der Gemeinderat der Stadt Ettelbrück:

- I. Die Regierung zu ersuchen, dem Gesetzesprojekt Erpelding betreffend Errichtung einer Nervenlinik, eine möglichst baldige Lösung zu verschaffen.
- II. Die Regierung zu bitten, der Stadt Ettelbrück einen der verfügbaren Pavillons der Heilanstalt zur Errichtung und zum Betriebe einer allgemeinen Klinik zu überlassen.“

Zwar wurde durch Ministerialbeschluß vom 31. August 1931 eine Nervenlinik (section neurologique) der Heilanstalt angeschlossen, Ettelbrücks Bestreben zur Gründung einer eigenen Klinik jedoch erfuhr abermals eine zeitweilige Verzögerung. Erst durch die freigewordenen Räumlichkeiten der alten Ackerbauschule in den 30er Jahren, sollte es zu einer zufriedenstellenden Lösung hinsichtlich einer gesamten krankenzärztlichen Versorgung kommen.

Teil II im nächsten „Reider“.

Will DONDELINGER  
Arthur MULLER



Die alte Ackerbauschule

Fotosammlung: Arthur Müller



Am Joer 1989 feiert d'Lëtzebuenger Land e puer wichteg Jubiläen aus sénger Nationalgeschichte:

- 150 Joer Onofhängegkeet
- 100 Joer Dynastie Nassau-Weilburg
- 25 Joer Herrschaft vun eisem Groussherzog Jean
- 175 Joer Groussherzogtum

Doniewend si mir Ettelbrécker stolz drop dësem Jubiläumsjoer e besonnesch feierleche Charakter kënnen ze gin, doduerch datt mir den 125. Jubiläum vun der Uropféierung vun eisem Nationallidd „der Heemecht“ de 5. Juni 1864 op der Ettelbrécker Schoulplaz zousätzlech feieren.

Schon elo sin all eis Matbierger frëndlechst agelueden, duerch hir spontan Präsenz bei dëse Feierlechkeeten eisem Land, séngem Herrscherhaus a séngen Institutiounen hir Sympathien an hir Unhängegkeet entgéintzebréngen.

Dëse Festprogramm as virgesinn:

*Mëttwoch, 21. Juni 1989:*

- Vernissage vun enger Ausstellung iwver Ettelbréck

*Donneschdeg, 22. Juni 1989:*

- Patriotësche Concert vun der Ettelbrécker Lyra

*Freideg, 23. Juni 1989: „Nationalfeierdag“*

- Te Deum a Cortège
- Patriotësche Concert vun der Ettelbrécker Philharmonie
- Fakelzuch

*Samsdeg, 24. Juni 1989:*

- Feierstonn am Schoulhaff a Präsenz vun eisem Groussherzog Jean a mam Festriedner, dem Historiker Christian Calmes.
- Historësche Cortège duurch d'Stroosse vun Ettelbréck.
- Volléksfest ëm an hannert der Primärschoul.
- Freedefeier.

Den Organisationskomitee



**SUR CETTE PLACE, LE 5 JUIN 1864**

**L'HYMNE NATIONAL LUXEMBOURGEOIS**

**A ÉTÉ EXÉCUTÉ POUR LA PREMIÈRE FOIS EN PUBLIC**

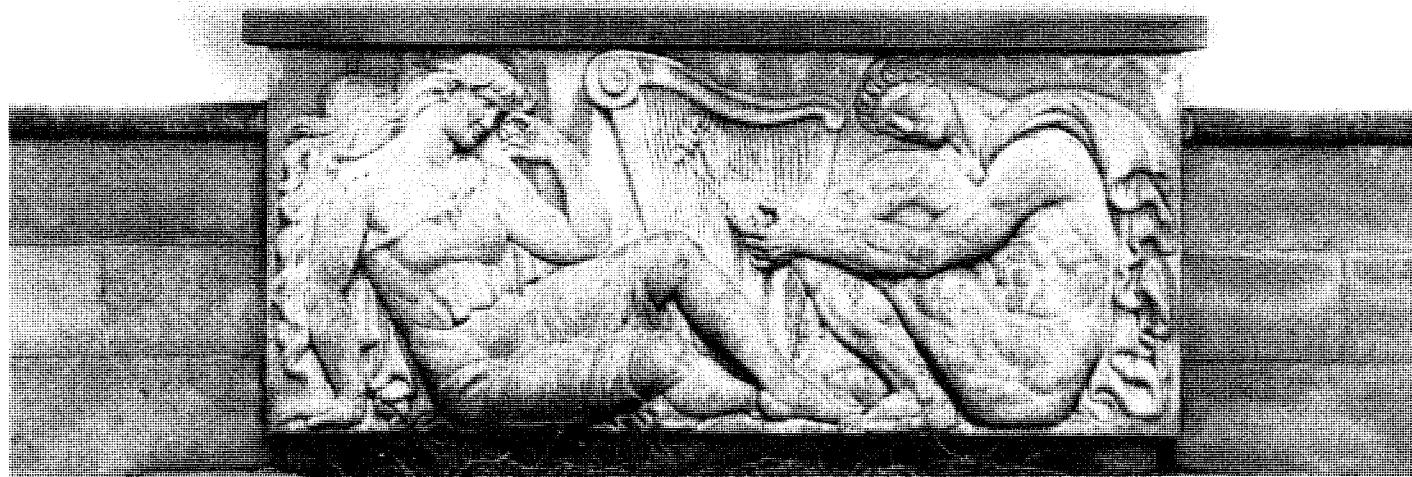


Foto: Arthur Muller

# Manifestatiounen 1989

Dëse Manifestatiounskalenner gouf opgestallt vun der Veräinsentente Ettelbréck ënnert der Verantwortung vun der Gemeng Ettelbréck an der Mathëllef vum SIT.

## Januar

- 1.1. Disco „Musique Populaire“ Hôtel de Luxembourg: 20.00 Auer
- 3.1. Maart zu Ettelbréck
- 7.1. Familienfrëndlech akafen all éischte Samschdeg am Mount: 13.30-17.00 Auer
- 7.+8.1 Ettelbrécker Theater-Frënn: „Alles ewéi keng Engelen“ Hôtel de Luxembourg: 20.00 Auer
- 10.1. Cercle Philatélique: Generalversammlung Stadhaus: 20.00 Auer
- 14.1. F.C. Etzella: Fuesend an der Bach
- 14+15.1. Ettelbrécker Theater-Frënn: „Alles ewéi keng Engelen“ Hôtel de Luxembourg: 20.00 Auer.
- 15.1. Philharmonie Ettelbruck: Gala Concert, Pensionnat Ste-Anne 16.00 Auer
- 21.1. St-Hubert Club: Bal Däichhal: 20.00 Auer
- 21.1. U.P.E. (Union Pugliesi Emigranti) „Fête de la Befana avec Bal“ Hôtel de Luxembourg: 15.00 Auer.
- 28.1. Lyra Ettelbréck: Lidderowend Hôtel de Luxembourg: 20.30 Auer.
- 29.1. Ensemble Vocal du Conservatoire de Musique de la Ville d'Ettelbruck: Concert Chapelle de Warken: 20.00 Auer Commission des Affaires Culturelles.

## Februar

- 2.2. Disco „Musique Populaire“ Hôtel de Luxembourg: 20.00 Auer
- 4.2. Familienfrëndlech akafen all éischte Samschdeg am Mount: 13.30-17.00 Auer
- 4.2. Geschäftsverband Ettelbréck: Kannerkavalkad zu Ettelbréck 17.00 Auer
- 5.2. F.C. Etzella: Fuesend op der Gare
- 5.-12.2. Fuesvakanz
- 7.2. Maart zu Ettelbréck
- 11.2. Foyer de la Femme Ettelbréck: Fuesbal Café Um Schiltzen Eck beim Thérèse: 20.00 Auer.
- 12.2. Ettelbrécker Pompjeën: Buergbrennen op der Nuck
- 12.2. Waarker Jeekelen: Burgbal Waarken: 20.00 Auer
- 16.2. Konferenz: „Drogenproblemer“. Org. Gemeng, Police a Gendarmerie. Stadhaus: 20 Auer
- 17.2. Concert de Midi: Hungry Lovers (Soft Rock + Beat) Lycée Technique: 12.30-13.30 Auer Commission des Affaires Culturelles

- 19.2. Amiperas Ettelbréck: Generalversammlung 14.30 Auer
- 20.2. Ligue HMC: Generalversammlung Centre d'Education Différenciée Warken: 20.00 Auer
- 21.2. Présentation de l'enquête préparatoire du projet d'aménagement général de la Commune d'Ettelbruck Stadhaus: 20.00 Auer.
- 24.2. Amis de la Fleur: Versammlung Stadhaus: 20.00 Auer
- 25.2. LSAP Ettelbréck: Generalversammlung Däichhal: 19.30 Auer
- 26.2. Turnveräin „La Patrie Ettelbréck“: Gala Gymnique Sportshal vum HNP: 16.00 Auer.
- 26.2. Femmes Socialistes: Nationalkongress Stadhaus: 9.00 Auer.

## März

- 4.3. Familienfrëndlech akafen all éischte Samschdeg am Mount: 13.30-17.00 Auer
- 5.3. Fraen a Mammen: Bazar Pensionnat Sainte-Anne
- 4.+5.3. Lëschtteg Nordbühn: Theater „D'Beby mecht dat schon“ Hôtel de Luxembourg“: 20.00 Auer
- 5.3. Deutsche Rassenhundefreunde: Ausstellung Däichhal
- 10.-13.3. Amis de la Nature: Bazar Stadhaus
- 11.3. Lëschtteg Nordbühn: Theater „D'Beby mecht dat schon“ Hôtel de Luxembourg“: 20.00 Auer.
- 12.3. Musique Militaire Grand-Ducale: Concert Pensionnat Sainte-Anne 17.00 Auer Commission des Affaires Culturelles
- 12.3. Jongbaueren: Concours du Meilleur Juge Däichhal
- 17.3. Amis de la Fleur: Versammlung Hôtel de Luxembourg: 20.00 Auer
- 17.3. Futur Simple Production: Modeschau Däichhal: 20.00 Auer (oder 24.3.)
- 18.3. Radio Norte-Association Portugaise: Bal Däichhal: 20.00 Auer
- 19.3. Rolf Plagge, Lauréat du Concours Reine Elisabeth: Récital de Piano Stadhaus: 20.00 Auer Commission des Affaires Culturelles
- 26.3-9.4. Ouschtervakanz
- 26.3. Ouschteren

N.B.: Fir den interesséierte Matbierger spéider e Réckbléck op all Ettelbrécker Manifestatioune vun engem Jor ze erlaben, publizéiere mir och Organisationsblat schon eriwier sin. De Redaktiounskomitee

# Abrëll

- |           |  |
|-----------|--|
| 1.4.      | Familjenfrëndlech akafen all éischte Samschdeg am Mount: 13.30-17.00 Auer  |
| 1.+2.4.   | Autojumble Däichhal  |
| 2.4.      | Trial Club Ettelbréck: Internationalen Trial Waarken: Éischten Départ 9.00 Auer  |
| 2.4.      | Bänkelsänger Lyra: „En Daag beim Milleweier“ zu Gonschten vun der Ligue HMC Hôtel de Luxembourg: 20.00 Auer                      |
| 4.4.      | Maart zu Ettelbréck  |
| 9.4.      | Jongbaueren an Landjugend: „Concours du meilleur présentateur“ Däichhal  |
| 9.4.      | Trans Ensemble de danse classique et expressive Düsseldorf Stadhaus: 20.00 Auer Commission des Affaires Culturelles              |
| 9.4.      | Wanderfrënn Ettelbréck: International Wanderrung (Stempel IVV) Lycée Technique   |
| 16.4.     | Kommunion zu Ettelbréck  |
| 16.4.     | Boxer Club Ettelbréck: „Internationale Rassenhunde-Ausstellung“ Däichhal   |
| 21.-23.4. | Beienveräin Kanton Dikrech: „Ausstellung iwert Beien“ Hôtel de Luxembourg  |
| 22.+23.4. | Moto Initiative: „Motorama 89“ Däichhal  |
| 23.4.     | Orchestre à plectres et Chorale „Uelzecht“ d'Esch-sur-Alzette: Concert Stadhaus: 20.00 Auer Commission des Affaires Culturelles. |
| 28.4.     | Amis de la Fleur: Versammlung Stadhaus: 20.00 Auer   |
| 30.4.     | Philharmonie Ettelbréck: Concert mat amerikanescher Musek Pensionnat Sainte-Anne: 17.00 Auer                                     |

## Verzeichnis 1988

### Délibérations du conseil communal

	Nr.	Seite
Séance du 29 janvier 1988	1	14
Séance du 18 mars 1988	2	2
Séance du 13 mai 1988	2	3
Séance du 24 juin 1988	3	2
Séance du 8 juillet 1988	3	3
Séance du 29 juillet 1988	3	4
Séance du 6 octobre 1988	3	4

### L'Administration communale

Généralités	1	12
Le secrétariat communal	2	5
La recette communale	2	5
L'état civil	3	6
Le bureau de la population	3	8

### Der Bürger und seine Gemeinde

„Bürger“	1	15
Die Geburt der Gemeinde Ettelbrück	2	6
Ettelbrück auf dem Weg vom Dorf zur Stadt	3	14

### Ettelbrück in Wort und Bild

Vom Gemeindehaus zum Stadthaus	1	16
General Patton zu Ehren	2	14
Ed. Bredbenner, Ehrenbürger der Stadt	3	20
Ettelbrücker Jugendherbergen	3	22

### Ettelbréck aktuell

Trial-Weltmeeschterschaft den 17. Abrëll 1988	1	22
Foyer de jour „Kannervilla“	2	11
Remembrance Day 1988	2	13
Intéernational Klengdéirenausstellung	3	19

### Manifestatiounen

Abrëll-Juni 1988	1	23
Juni-September 1988	2	24
Oktober-Dezember 1988	3	32
Manifestations culturelles (octobre-décembre 1988)	3	19

### Tips und Informationen

Der Ettelbrücker Gemeinderat	1	4
Elections communales 11.10.87	1	6
Vereidigungen: „Je jure . . .“	1	7
Schöfferratserklärung für die Jahre 1988-1993	1	8
Les commissions consultatives	1	10
Budget 1988	1	13
Le revenu minimum garanti (RMG)	2	7
Das garantierte Mindesteinkommen	2	7
Wie in Luxemburg der Müll beseitigt wird	2	8
Umweltschutz auch in Ettelbrück	2	9
Der Sperrmüll in Ettelbrück und Warken	3	11
Die Erziehungszulage	3	11
Die Schulanfangszulage	3	12
Vacances et congés scolaires pour 1988/89	3	12
Personnel enseignant 1988/89	3	13
Population scolaire	3	13
Neuer Spielplatz „um Lopert“	3	16
Spiele für die Kinder der Vorschule	3	16
Neuer Fahrradweg zwischen Ettelbrück und Diekirch	3	18

### Ettelbréck, gëschter . . . an haut

De Bottermaat	1	20
D'Grousstrooss	1	20
D'Bastnecher Strooss	2	22
Äschenhiwwel	2	22
Warken	3	30
Ecke rue Dicks/avenue Salenty	3	30

